

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse**

Band (Jahr): **16 (1918)**

Heft 4

PDF erstellt am: **29.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les lois somptuaires de la République de Genève au XVI^e siècle.

Gaberel a publié, dans son *Histoire de l'Eglise de Genève*¹⁾, des lois somptuaires à la suite d'un compte rendu des ordonnances ecclésiastiques de 1541, comme si elles faisaient partie de ces ordonnances. En décrivant le vote du peuple du 2 janvier 1542 il confond aussi lois et ordonnances. On se tromperait cependant en pensant que ces lois somptuaires datent de la même époque que les ordonnances de 1541, comme Gaberel l'indique. Des recherches faites aux archives de Genève en vue d'un autre travail m'ont permis de découvrir quelques nouvelles données, utiles à la connaissance des lois somptuaires de la seconde moitié du XVI^e siècle.

En 1541 il ne fut pas question de lois de ce genre. Ce n'est que le 11 octobre 1558 que le registre du Conseil rapporte ce qui suit: «Icy «est parlé de défendre totes verdugales, doreures sus teste, coiffes d'or «chaînes d'or et d'argent, brodeures sus manchons et généralement tous «excès en habitz, tant d'hommes que de femmes. Davantage que es «banquetz n'y ait plus hault de troys venues et à chasque venue plus «hault de quatre platz. Et est arresté qu'on en coche des cries «en bonne forme pour les veoir et passer»²⁾ et deux jours plus tard: «Suyvant l'arrest de mardy dernier a esté icy faite lecture «des cries cochées tochant cez deux pointz, lesquelles sont trovées «bonnes et arresté qu'elles soient criées demain et affin que chacun en «ayt meilleur notice soient imprimées et que le secretaire de la banche «alle avec la crie.»³⁾ On ne trouve cependant nulle part des traces de cette criée imprimée et on ne risque pas de se tromper en admettant qu'elle ne l'a jamais été, puisque le registre rapporte en date du 27 février 1560: «Parcequ'on a accoutume de faire cries tous les ans et de «pluseur choses, les cries passées ont esté icy reveues de toutes choses «et a esté arresté que celles qui se doibvent observer en tous temps «soient imprimées et criées et qu'on les baille à quelque libraire qui «les vende et ayt privilège de les imprimer.»⁴⁾ Cette fois-ci les «cries»

¹⁾ J. Gaberel. *Histoire de l'Eglise de Genève*. Genève, 1858, in-8. t. I, p. 339—342

²⁾ R. C., 1558, fol. 304^{vo}.

³⁾ R. C., 1558, fol. 305.

⁴⁾ R. C. 1560, fol. 13^{vo}.

furent réellement imprimées sous le titre: «Les cries faites en ceste cité de Genève l'an mille cinq cens soixante. Avec privilège chez Artus Chauvin.» Ce petit volume, maintenant rarissime, a été réimprimé en 1879 à Montpellier par Raoul de Cazenove.¹⁾ L'édition de 1560 ainsi que sa réimpression ont échappé aux recherches de M. Doumergue qui cite une édition postérieure de quatre ans comme le plus ancien texte imprimé qu'il connaisse.²⁾

Cette édition de 1564³⁾ porte comme titre: «Addition aux ordonnances faites en ceste ville de Genève l'an 1558 sur la réformation des accoustremens, contenant déclaration plus spéciale. A Genève, l'an MDLXIII, chez Artus Chauvin», in-8, 7 p. Cette «addition» aux ordonnances somptuaires fut en effet comme le titre l'indique «une déclaration plus spéciale», un développement des défenses faites en 1558 et imprimées en 1560.⁴⁾

Ce fut ensuite en 1577 qu'on reprit le thème et qu'on décida, le 19 mars, d'imprimer les «ordonnances sur les accoustremens et banquetz» qu'on vint d'arrêter.⁵⁾ Nous n'en avons pu découvrir aucun exemplaire.

En 1581 les lois somptuaires revinrent en question.⁶⁾ Le résultat des délibérations fut une nouvelle rédaction plus détaillée, qui parut sous le titre: «Ordonnances sur la Réformation des excès qui se commettent aux accoustremens et banquetz, reveues par nos treshonorez Seigneurs Syndiques & Conseil de Genève le XV jour de Septembre MDLXXXI & publiées le dit jour. Par J. Baptiste Pinereul, MDLXXXI», in-8, 15 p. Ce fut la dernière rédaction du 16^e siècle. Au 17^e et 18^e les revisions et réimpressions foisonnent.

Le texte d'aucune de ces éditions du 16^e siècle ne s'approche même approximativement des lois somptuaires publiées par Gaberel. Un heureux hasard nous a fait découvrir aux archives de Genève dans un Ms. du 17^e siècle contenant plusieurs copies d'édits, celle qui porte comme titre: «Ordonnances de la Cité et République de Genève sur

¹⁾ Raoul de Cazenove. *Les Criées faites en La Citée de Genève L'an mil cinq cent soixante*. Réimpression textuelle conforme à l'édition originale accompagnée d'une notice. Montpellier, 1879. in-4.

²⁾ M. Doumergue, dans le 5^e volume de *Jean Calvin*, 1917, in-4., p. 695–699, a tâché de faire quelque lumière sur les différents textes, mais est dans l'erreur lorsqu'il considère les lois somptuaires publiées par Gaberel comme ayant été adoptées en 1558.

³⁾ cf. aussi R. C., 1564, fol. 50^{vo}, 51^{vo}, 53^{vo}.

⁴⁾ cf. aussi Louis Dufour-Vernes. *L'ancienne Genève, 1535–1798*, Genève, 1909, in-8. p. 50–52.

⁵⁾ R. C., 1577, fol. 38^{vo}.

⁶⁾ R. C., 1581, fol. 152^{vo}, 153^{vo}.

«la Réformation de l'Estat et police d'Icelle. Reveues par nos Treshon-
 «norés Seigneurs Et publiées le vingt septième Juillet mille six cents et
 «neuf.»¹⁾ Dans le registre du Conseil²⁾ on lit à cette date en effet que
 «les ordonnances imprimées ont esté leues et publiées devant la maison
 «de ville.» Cette copie montre une grande ressemblance avec l'édition
 de Gaberel. Toutefois on constate une orthographe différente ainsi
 qu'une divergence dans le premier paragraphe. De plus la seconde phrase
 du 7^e alinéa de p. 340 et le 5^e alinéa de p. 342 manquent dans le Ms.
 Il fallait donc chercher parmi les imprimés de cette époque. M. Frédéric
 Gardy, l'aimable directeur de la bibliothèque de Genève, me signalait
 alors trois éditions d'ordonnances de l'année 1609. Une, «Les ordonnances
 «ecclésiastiques de l'église de Genève, item, l'ordre des escolles de la
 «dite cité. A Genève. Pour Michelle Nicod, MDCIX», in-8. 143 p.³⁾
 contient d'autres ordonnances que la copie manuscrite. Mais nous trou-
 vons enfin l'exemplaire où Gaberel a puisé les lois somptuaires dans
 une autre impression de la même année, les «Ordonnances de la cité
 «de Genève sur la Réformation, Estat et Police d'icelle. Reveues par
 «nos Treshonnorés Seigneurs & publiées le 27 Juillet 1609. A Genève,
 «pour Michelle Nicod, MDCIX,» in-8. 72 p.⁴⁾ A l'exception de deux
 omissions de mots il n'y a que le 5^e alinéa de p. 342 qui ne s'y trouve
 pas.⁵⁾ Quoiqu'il soit impossible de s'expliquer comment Gaberel ait pu
 antidater de plus de 60 ans une édition où se trouve la date en grandes
 lettres, il n'y a pas d'erreur possible. M. Doumergue, estimant avoir
 affaire aux lois somptuaires de 1558, donne sur les changements ap-
 portés au cours des années des indications⁶⁾ qui demandent donc à
 être revisées. Il serait fort intéressant de réunir un jour toutes les édi-
 tions et d'étudier de près les différences que l'on relèverait. On en
 tirerait probablement de précieux renseignements sur l'évolution des
 idées dans ce domaine.

Fribourg.

Dr. Herman de Vries.

¹⁾ Ms. hist. 9, fol. 75—109.

²⁾ R. C., 1609, fol. 135.

³⁾ Bibl. Genève. B. a. 913 bis.

⁴⁾ Relié à la suite des ordonnances précédentes. A la bibliothèque de Genève se trouve encore une troisième édition de 1609 (Gf. 436 vol. 1, in-8. 45 p.) portant exactement le même titre, mais s'arrêtant juste devant les lois somptuaires.

⁵⁾ Cet alinéa a été imprimé pour la première fois dans l'édition de 1617, qui se retrouve encore fréquemment.

⁶⁾ E. Doumergue. *Jean Calvin*, t. V, p. 698.

Mitteilungen.

Die Lage des vorrömischen Basel.

Da wo der Rhein seine Westrichtung zum Nordlauf ändert, bestanden in vorrömischer Zeit zahlreiche Ansiedelungen. Ein wichtiges Zeugnis dafür hat sich in den 1880er Jahren in St. Louis, ein paar Kilometer nördlich Basel gefunden; es war ein grosser Schatz von sog. Regenbogenschüsselchen, guterhaltenen und manigfaltigen Elektrentypen¹⁾.

Wohngruben und ungemein zahlreiche keramische Bruchstücke²⁾ kamen dann beim Bau von neuen Gasometern nördlich vor dem St. Johannotor zum Vorschein. Eine Anzahl Gräber, wahrscheinlich vorrömisch, fanden sich innerhalb des Stadtgrabens³⁾ im Boden des Blumenrains anfangs der 1870er Jahre.

Folgt man von hier dem Rheinufer, so überschreitet man den Birsig und steigt dann steil den Rheinsprung hinan auf das Münsterplateau.

Während in der Birsigniederung⁴⁾ sich gar keine oder beinahe keine vorrömischen Funde⁵⁾ zeigen — der Verfasser hat seit Jahrzehnten beinahe alle Baustellen untersucht — findet sich auf der Höhe fast überall, wo hinreichend tief gegraben wird, Vorrömisches. Mit Recht zeichnet daher Andreas Heusler in seinem Plan der Stadt Basel den Münsterhügel als Zentrum ein mit der Unterschrift: «vorrömisch und römisch.» In der Tat wurden hier vorrömische Gegenstände häufig gefunden; wir weisen nur auf diejenigen des Domhofareals 1895, der Augustinergasse 1907, des Langhauses des Münsters 1907, des Münsterplatzes 1913, des Roller-

¹⁾ Viele dieser Münzen lagen jahrelang bei Basler Goldschmieden zum Verkauf; Basel nahm wenig Interesse an dem Fund. Erst R. Forrer in Strassburg suchte ihn für die Geschichtsforschung nutzbar zu machen.

²⁾ Zur Rekonstitution der Geschirre spendete die an das Fundareal anstossende Chemische Fabrik Durand Huguenin eine ansehnliche Summe; die Bruchstücke sind seither ergänzt und veröffentlicht worden im Anz. f. schweiz. Altk. 1918, der «Schweiz». (August) 1918.

³⁾ Also ohne Zusammenhang mit dem Begräbnisplatz der Dominikaner ausserhalb der Mauer, am Totentanz.

⁴⁾ Die hier beim Börsenbau gefundenen Eichenbalken gehörten vermutlich zur Uferfassung des Birsigbettes und einer Epoche an, die zwischen 1080 (Stadterweiterung) und dem XIX. Jahrhundert liegt.

⁵⁾ Erst am Oberende des Marktplatzes nachweisbar.

hofareals 1913, des Olsbergerhofs 1917 hin. Die Funde im Münster bestanden aus keramischen Resten von verschiedener Form, Farbe und Technik; sie wurden zusammen mit zahlreichen Haustierknochen bei Anlage der neuen Münsterheizung dem Boden enthoben. In der Krypta fanden sich keine vorrömischen Spuren. Unsere Bruchstücke füllten einen grossen runden Korb und wurden s. Z. durch einen Arbeiter dem histor. Museum übersandt; dasselbe hielt es, wie gewöhnlich, nicht für nötig, den Empfang der Funde zu bestätigen, gestand aber noch im Februar 1914 ein (Jahresbericht im blauen Buch der Gemeinnützigen Gesellschaft p. 94 und Jahresbericht des Vereins für das histor. Museum pro 1913 p. 14), dass die La Tène-Funde von der «Gasfabrik und dem Münster ganz hervorragend vertreten seien.» Trotzdem sind sie spurlos verschwunden

Plötzlich ward eine These aufgestellt (National-Zeitung 1918 No. 432 und 444) der «Kern» des vorrömischen und des heutigen Basels sei bei der Gasfabrik gelegen! Dieser Unsinn wird zu verwedeln gesucht, indem man beifügt, die vorrömische Niederlassung sei später in die angeblich «windgeschützte» Birsigniederung verlegt worden. Nun weiss Jeder, dass diese Gegend nicht nur Wind und Sturm, sondern ganz besonders periodisch wiederkehrenden Ueberschwemmungen des Rheins und des Birsigs ausgesetzt war, und dass diese Umstände zusammengehalten mit dem Fehlen der Bodenfunde, ein gallisches «Taldorf» als «Kern» von Basel ausschliessen.

Dagegen wissen wir vom Burghügel oder Münsterplateau erstens, dass die Bodenfunde eine Kontinuität der Besiedelung seit vorrömischer, römischer, altchristlicher, frühmittelalterlicher Zeit belegen und zweitens, dass ein vorrömischer Name sich an diese Stätte knüpft. Der lautete seit früher Zeit Basila und ähnlich; dieser Name ist noch 1483 in Basel bekannt.¹⁾ Ammianus Marcellinus machte ihn seinen Lesern mundgerecht, indem er ihm eine griechische Bedeutung untersob und Basilia schrieb; analog schrieb er für Raurica, vielleicht an die anderwärts belegte Ortsnamenform Roborica antönend: Robur, d. h. Eichbühl. Damit meinte er das Valentinianische Kastell von Kaiser-Augst bei Augusta Raurica (Basel-Augst) einige Kilometer weit rheinaufwärts gelegen. Auf dem Burghügel, auf dem die fränkische Martinskirche²⁾ und die seit dem Frühmittelalter nachweisbare Münsterkirche sich erheben, und nirgends anders, ist der «Kern» der Stadt Basel zu suchen.

E. A. Stückelberg.

¹⁾ Inschrift im Kreuzgang des St. Albanklosters.

²⁾ Vgl. K. Stockmeyer. Die Martinskirche. In «Basler Kirchen» III (im Druck).

Schweizer in den Türkenkriegen.

In der «Zeitschrift für schweiz. Kirchengeschichte» (1913, S. 235) machten wir einen Schweizer aus dem Geschlechte Beroldingen namhaft, der als Held im Kampfe gegen die Türken zu Candia gefallen.¹⁾ Wir können nunmehr weitere Namen nennen, indem wir dem Geburts- und Taufbuch, das Franz Ludwig von Roll führte, die nachstehenden Aufzeichnungen entheben. Von Roll war ein Sohn des ernerischen Landammanns Ritter Karl Emanuel von Roll und erhielt von seinem Vetter, dem Komtur Johann Ludwig in Leuggern am 13. Januar 1646 die Herrschaft Bernau zum Geschenk. Hier war er den 6. November 1645 eingezogen und begründete dadurch die neue Linie der Roll von Bernau.

Anno 1655, den 19. Meien, an einem Mitwuch zwischen 7 und 8 Uhren Vormittag, in dem Zeichen des andern Tags des Scorpions, gebar mein liebe Frauw [Maria Agnes von Schönau] mir der fünfte Sun, welcher Franz Marx Leuntzi geheißten und zu Leigern getauft worden. Sein Göttin war Hr. Oberst Sebastian Heinrich Crivel, die Gotten Schwester Maria Juliana von Roll.

1673, den 19. Meien, ist er Marx Leonti under Hr. Vetter Oberftwachtmeister Beßlers Company für ein Cadet von hie uf Luzern und Burgund verreift, und zu Luzern sich unter die Company ingestellt hat.²⁾

1675, den 11. April, ist er mit Hr. Oberftwachtmeister Schenauw von hier in Lutringische Dienst für ein Freyreiter verreift. Gott bewahr ine vor allem Übel.

1685, den 13. July, ist er vor *Offen* in dem ersten Sturm gebliben.

* * *

Anno 1658, den 9. November, an einem Samstag zwischen 8 und 9 Uhren nachts, im ersten Tag des Stiers, hat mein liebe Frauw mir die fünfte Tochter geboren, welche zue Leigern Maria Johanna Madle getauft worden. Ist ihr Göttin Hr. Schwager Franz Ferdinand Criwell, die Gotten Frauw Maria Madle von Sunenberg, geborne Bircherin von Luzern.

1680, den 7. November, hat obige mein Tochter mit Her Alexander Gunther de Göckhing, Oberfleitanant under dem Graf suchifchen Regiment, mit Bewilligung der Elteren sich hier in der Schloß-Capel zusammen geben lasen, welcher ein Convertit und in Brandenburg zu Haus war. Der gietige Gott wolle difen beiden Ehleiten seinen

¹⁾ Andere Zusammenstellungen machten wir im «Vaterland» Nr. 291–295, 1912.

²⁾ Von einem andern Sohn heisst es: 1673, den 8. Meien, ist er, Hans Waltert, als Leitanant von hie in Burgund verreift under Hr. Veter Oberftwachtmeister Beßler.

göttlichen Segen verleihen, dz seie lang in Einikeit und Wollergehn beyeinander läben megen.

1684, den 15. Augften, ist Hr. Oberfleitanambt Nachmittag gegen 4 Uhren in der Belagerung *Ohffen* in Ungaren mit einer halben Cardonakugel der linge Fuoß under dem Knie weggeschossen worden, also daß er hernach in einer halben Stund woll und catholifch gestorben. Gott treft fein Sehl.

* * *

Anno 1660, den 29. Hornung, an einem Sontag und am Schaltag zwischen ein und 2 Uhren in der Nacht, in dem ersten Tag der Wog, hat mir mein liebe Frauw der sexte Suhn gebracht, welcher zu Leigeren Johann Ludwig Antoni getauft worden. Sein Göttin war Hr. Schwoger Stathalter Beßler, die Gotten Vetter Hauptman Josten Frauw, Baß Anna Catrina Schmidin von Belliken.

1684, den 17. April, ist er Hanß Ludi mit seinem Schwoger Oberfleitanambt Alixander Gunter von Kocking in Ungaren verreift, welcher nach Absterben seines Hr. Schwogers Oberfleitanambt, als er mit einer Stuckkugel den 15. Augften 1684 vor *Offen* totgeschossen worden, sich nach etwas Zeits wider aus Ungaren heimbegeben hat.

1685, den 19. September, ist er Hanß Ludwig als Fenderich mit seinem Hauptman Franz Leopold Beckh von und zu Wilmadingen, auf dz Herzogtumb Meiland verreift under Hr. Cavalier Margeß Vescontis Regiment hochdeitze Felker, welches Regiment im Frieling 1686 neben andaren Regimenteren aus dem Meilendische in Venetianische Dienst begeben und in *Morea* überfiert worden, alwo er etliche Stett und Festungen einnehmen helfen und in der Belegerung *Napoli di Romania* krank worden und nach Innam diser Festung gestorben anno 1686 oder 1687.¹⁾

Altdorf.

E. Wymann.

¹⁾ Napoli di Romania oder Nauplion fiel am 18. August 1686. Jorga, Geschichte des osmanischen Reiches. Gotha 1911. Bd. IV, 210.

Besprechungen und Anzeigen.

Wir bitten um Zustellung von Rezensionsexemplaren derjenigen Arbeiten, deren Besprechung an dieser Stelle gewünscht wird, an Dr. Hans Nabholz, Staatsarchiv Zürich.

W. Deonna, *Les croyances religieuses et superstitieuses de la Genève antérieure au Christianisme*. (Extrait du Bulletin de l'Institut National Genevois, T. XLII — 1917). Genève, Imprimerie Centrale, 1917. 317 pages, in 8°.

Der Verfasser ist durch seine mannigfachen Arbeiten zur Aufklärung vorchristlicher Geisteskultur besonders seines engeren Heimatgebietes bekannt genug, als dass seine Bestrebungen hier noch einer Erläuterung bedürften. In dieser umfangreichen und gründlichen Schrift sucht er an Hand der vor- und frühgeschichtlichen Gegenstände namentlich des «Musée d'Art et d'Histoire de Genève» die religiösen und abergläubischen Anschauungen des vorchristlichen Genf darzustellen. Dabei lässt er nicht nur die Gegenstände selbst zu uns reden, sondern auch die an ihnen vorkommenden typischen Motive, Ornamente und Ähnliches. Nach einem einleitenden Wort über das Paläolithikum und die zu behandelnden Objekte im allgemeinen spricht er zunächst von dem Schmuck und seiner magischen Bedeutung, geht dann über zum Stein-, Wasser-, Baum- und Tierkult; weitere Kapitel sind dem Beil, dem Schlüssel, den gezähnten Objekten und den besonders vielgestaltigen Sonnensymbolen gewidmet; im engen Anschluss daran folgt die Behandlung von Teilen des menschlichen Körpers («types anthropomorphes») und apotropäisch verwendeten Obscoena. Einen Abschnitt für sich bilden die eigentlichen Gottheiten, und zwar zunächst die vorrömischen, dann die römischen, sowie ihre Tempel. Ein Schlusskapitel befasst sich mit dem Verhältnis des Christentums zu den vorchristlichen Religionsanschauungen und den Ueberlebensn dieser letztern innerhalb der christlichen Riten und Symbole.

Diese knappe Zusammenfassung gibt nur einen annähernden Begriff von dem reichen Inhalt der Arbeit, die sich nirgends im allgemeinen bewegt, sondern eine Fülle von konkreten Tatsachen vor uns ausbreitet, aus denen weitgehende Schlüsse gezogen werden. Dem Einwand, dass die nur in Genf befindlichen Gegenstände doch ein sehr einseitiges und sozusagen zufälliges Bild von den vorchristlichen Religionen geben, wird durch die überaus reiche Literatur begegnet, die vergleichend beigezogen worden ist und der Abhandlung noch ihren besonderen wissenschaftlichen Wert verleiht. Freilich beschränkt sich diese Literatur fast ausschliesslich auf das französische Sprachgebiet, während die deutsche und deutschschweizerische (ausser dem «Anz. f. schw. Altk.») so gut wie unberücksichtigt bleibt, obschon sie manchen Hypothesen des Verf. als

Stütze gedient hätten. Vieles bleibt aber ohnedies problematisch, und der Verf. ist sich dessen auch sehr wohl bewusst. Vereinzelt lässt sich auch abweichend deuten. So z. B. glauben wir kaum, dass die Drehung dem Kreiselwürfel seine magische Kraft verleiht (S. 223), sondern die Drehung ist nur das Mittel, um ein unparteiisches Orakel zu bekommen; die verschlungenen Hände auf Broschen, Glückwunschkarten etc. sind nicht als Amulett aufzufassen (S. 242), sondern das Symbol der Freundschaft oder Liebe; noch weniger dürfen die Funde von Eberzähnen (S. 283) oder Pferdeskeletten (S. 286) als Zeugen für den Tierkult in Anspruch genommen werden, und ist es nicht natürlicher, die Ortsnamen mit «ursus» oder «Bär» (S. 298) aus dem Vorkommen des Tieres, als aus dessen Verehrung zu erklären? Dass endlich das Rad im Wappen von Mülhausen, von Rue (castrum Rotae), der Familien von Mülinen, von Roll u. s. w. mit dem Sonnenrad in Zusammenhang stehe, wird man nur sagen können, wenn man die Unzahl von sprechenden Wappen nicht kennt.

Diese vereinzelt «petitiones principii» tun aber dem Gesamtwert der reichen und behrenden Arbeit keinen Abbruch.

Basel.

E. Hoffmann-Krayer.

H. Lehmann. Die Glasmalerei in Bern am Ende des 15. und am Anfang des 16. Jahrhunderts. Separatabdrücke aus dem Anzeiger für Schweiz. Altertumskunde, Neue Folge, Band XIV—XVIII. Zürich, Buchdruckerei Berichthaus, 1916. (Nicht im Handel).

Nachdem der Direktor unseres Landesmuseum im 26. Bande der Mitteilungen der antiquarischen Gesellschaft in Zürich in grosszügiger Weise die Geschichte der Glasmalerei in der Schweiz seit ihren Anfängen bis zum Abschluss der sog. monumentalen Glasmalerei im 15. Jahrhundert dargestellt hatte, wendet er sich in einer Serie von Artikeln, die in den Bänden 14—17 des Anzeigers für Schweizerische Altertumskunde (1912—16) erschienen sind, speziell der bernischen Glasmalerei zu. Dafür hatte Lehmann seine guten Gründe. Nicht etwa, als ob die Glasmalerei Berns in der vom Verfasser zunächst ins Auge gefassten Zeit eine vor den gleichzeitigen Leistungen anderer Gebiete sich besonders auszeichnende und stilistisch lokalisierte Erscheinung darstellte, sondern den Verfasser leitete offenbar die einfache Tatsache, dass im Gebiete des damaligen Kantons Bern (also die Waadt und den westlichen Aargau miteingeschlossen) weitaus am meisten Denkmäler dieser Kunstübung erhalten geblieben sind. Während in der Zentralschweiz entsprechend der Kleinheit der Staatswesen und der Verhältnisse eine reiche und bedeutsame Produktion sich kaum nachweisen lässt und das kleine Zug beinahe an der Spitze steht, so hat in der Ostschweiz, wo, wie die vereinzelt erhalten gebliebenen Überreste dies beweisen, auch die Pflege der Glasmalerei in Blüte stand und in öffentlichen Gebäuden (man denke nur an Stein a./Rh.) wie im Kloster und im Privathause sich ihre schmückende Tätigkeit entfaltete, der Sturm der Reformation das meiste hinweggefegt. Und dies zumal auf dem Gebiet der kirchlichen Glasmalerei, die bei uns in der Schweiz neben den Rathäusern je und je die grössten und wichtigsten Leistungen der Glasmalkunst

aufgewiesen hat. Der Grund, warum nun gerade im Gebiete des mächtigen eidgenössischen Standes Bern heute noch die ganze Entwicklung der Glasmalerei von 1300 ab bis zum ausgehenden 18. Jahrhundert fast lückenlos an zahlreichen und hervorragenden Denkmälern sich aufzeigen lässt, liegt wohl einmal in der patrizischen Regierungsform des Landes, welche, wie im benachbarten Freiburg, die Pflege monumentaler und sie selbst verherrlichender Künste in jeder Weise begünstigte, was in den Stiftungen von Glasgemälden in neu errichtete oder renovierte Kirchen seitens des Staates, der Kollatoren und ihrer Freunde zum Ausdruck kam, sodann in dem Umstand, dass die Reformation in Bern, gleichsam mehr von oben befohlen, als aus dem Volke herausgewachsen, nicht jene wilden Formen angenommen hat wie bei den leichter beweglichen Ostschweizern und daher die Zerstörungswut der Bilderstürmer Halt gemacht hat vor den in den Kirchenfenstern prangenden Stiftungen unserer gnädigen Herrn, der Regierung, der Landvögte, der Komthure und Kilchherrn. Die Scheiben wurden gleichsam als nicht zum kirchlichen Inventar gerechnet, auch wenn sie Heiligengestalten, wie den vom Stande Bern regelmässig gestifteten St. Vinzenz darstellten und so blieben sie erhalten. Wo in der Schweiz trifft man auf kleinem Raume solch herrlich geschmückte Landkirchen wie, um nur einige zu nennen, Lauperswil, Sumiswald, Kirchberg, Iegenstorf und das leider durch einen Brand zerstörte Hindelbank im Kanton Bern.

So war es denn Bern, das zufolge der eben erwähnten besondern Verhältnisse Lehmann ein grosses Material lieferte zu seiner Darstellung der Entwicklung der Glasmalerei im Übergang des 15. zum 16. Jahrhunderts. Diese Zeit bezeichnet zugleich den Übergang von der monumentalen, die ganzen Fenster füllenden Komposition zur Einzelscheibe, in sie fällt ferner das erste Eindringen der Renaissance, also ein in stilistischer Beziehung doppelt wichtiger Zeitraum. Das vorhandene Material bringt es mit sich, dass Lehmann die Geschichte der Glasmalerei in erster Linie an Hand kirchlicher Kunstreste behandeln muss und der in dieser Zeit ebenfalls einsetzenden Kabinetscheibe rein privaten Charakters nur nebenbei gedenken kann. An Vorarbeiten speziell für das Bernbiet stand dem Verfasser nicht sehr viel zu Gebote. Die Arbeit von F. Thormann und F. W. von Mülinen «Die Glasgemälde der Bernischen Kirchen» ist, abgesehen von der Beschränkung auf die kirchliche Glasmalerei, mehr nur ein Inventar der vorhandenen Scheiben mit einer übersichtlichen Einleitung. Manches bot das Schweizerische Künstlerlexikon. So war Lehmann gezwungen, von Grund aus aufzubauen und durch archivalische Studien und stilkritische Untersuchungen Licht in das Material zu bringen; eine schwierige und undankbare Arbeit, wenn man bedenkt, wie selten die Glasmaler jener Zeit ihre Werke zu signieren pflegten, so dass man für die Zuweisung der Scheiben auf Rückschlüsse aus Archivnotizen oder eben auf stilkritische Erwägungen abstellen muss, beides oft nur indirekte und nicht absolut zwingende Beweise. Wohl mag spätere Detailforschung da und dort an den Lehmann'schen Zuschreibungen Korrekturen anbringen (in Bezug auf Hans Funk sind bereits solche Stimmen laut geworden), im grossen und ganzen bleibt dem Verfasser doch das Verdienst, eine umfassende und

interessante Geschichte dieser Blütezeit zumal der kirchlichen Glasmalerei geschrieben zu haben, in welcher zum ersten Mal versucht wird, die überlieferten Glasmalernamen mit zeitgenössischen Werken in Zusammenhang zu bringen und zugleich die ganze Erscheinung in den Rahmen der Geschichte der deutschen Glasmalerei überhaupt hineingestellt wird. Ein riesiges Material wird zum Vergleich herangezogen, eine grosse Literatur verarbeitet.

Ausgehend von den mächtigen Kompositionen der Berner Münsterchorfenster, welche im Laufe des 15. Jahrhunderts entstanden sind, sucht Lehmann aus dem archivalischen Material die Künstler festzustellen. Der Umstand, dass die Seckelmeisterrechnungen so selten zwischen Glaser und Glasmaler unterscheiden und man oft erst aus der Höhe des Betrages auf die Art der Arbeit schliessen kann, macht die Sache besonders schwierig. Immerhin tritt die Gestalt eines Hans Noll, der uns in Zweisimmen und Hilterfingen ebenfalls Werke hinterlassen hat, greifbar entgegen. Auf Urs Werder, Hans Abegg und Hans Schwarz werden eine Anzahl prachtvoller Scheiben, die sich heute meist im Historischen Museum in Bern befinden, zurückgeführt. Gegen Ende des 15. Jahrhunderts entwickelt sich der Typus der bernischen Kirchenscheibe las eine Bilder-, Figuren- oder Wappenscheibe, die nicht mehr in Kompositionen mit architektonischem Rahmen das ganze Fenster füllt, sondern in gleicher Höhe nebeneinanderstehend die Fenster der Kirche, zu allererst die Chorfenster, in einer Reihe durchzieht. So in Lauperswil, Sumiswald, Hindelbank und vielen andern, nur Jegenstorf bietet ein gleichsam verspätetes Beispiel ganzer Fensterkompositionen, die sich aber von dem ältesten Typus doch wesentlich darin unterscheidet, dass sie im Grunde nur durch einen lockern architektonischen Rahmen verbunden, Einzelscheiben in Art und Format der eben erwähnten Kirchenscheiben sind. Weitaus am häufigsten ist die bernische Kirchenscheibe eine Wappenscheibe mit oder ohne Porträt des Stifters, oft ist sie, zumal bei den Stiftungen der Stände, eine Figurenscheibe (Bern: St. Vinzens, Solothurn: St. Ursus, Freiburg: St. Niklaus etc.), am seltensten sind biblische Szenenbilder. Auf Grund eingehender Studien sucht Lehmann die Urheber der grossen Scheibenzyklen nachzuweisen; in den grossen Scheiben von Kirchberg erkennt er das Werk des eingewanderten Reutlinger Glasmalers Hans Hänle, der grössere Teil der Lauperswiler Scheiben, sowie die geistlichen Glasbilder der Familie Diesbach in Worb und Perolles sind Lukas Schwarz zuzuschreiben. Dass Hans Sterr das Berner Fenster in Jegenstorf gemalt hat, war schon früher bekannt, Lehmann macht es wahrscheinlich, dass auch das Basler Fenster von ihm herrührt, während das Freiburger Fenster derselben Kirche, sowie manche Scheiben in Lauperswil und Hindelbank dem Jakob Meier zugeschrieben werden. Der künstlerisch unbedeutende Jakob Stächeli ist in Gross-Affoltern, Aeschi und Ursenbach nachzuweisen. Die Urheberschaft Hans Dachselhofers für die Komthurenscheiben von Sumiswald und die ältern Rundscheiben von Hindelbank ergibt sich nur indirekt. Ganz besonders eingehend beschäftigt sich Lehmann zum Schlusse mit dem aus Zürich eingewanderten Hans Funk, dessen umfangreiches Lebenswerk vor uns ausgebreitet wird und der

als einer der Schöpfer der Kabinetscheibe aus dem rein kirchlichen Milieu uns hinüberleitet zu den Stiftungen in Rathäuser (Lausanne) und den Aufträgen reicher Mäzene (Hieronymus von Erlach-Hindelsbank). Hat sich schon bei seinen Vorläufern die Renaissance bemerkbar gemacht, so ist Funk ein typischer Vertreter des neuern Stils und mit Interesse verfolgen wir die Zusammenhänge mit Niklaus Manuels Scheibenrissen und Handzeichnungen.

Mit Hans Funk ist aber die Geschichte der Berner Glasmalerei noch lange nicht erschöpft. Aeussere Umstände mögen den Verfasser bewogen haben, hier abzubrechen, hoffen wir, dass er Zeit und Gelegenheit finden möge, auch das 16. Jahrhundert in seiner Gesamtheit darzustellen, noch manche herrliche Erscheinungen (man denke nur an Aarwangen) würden zur allgemeinen Kenntniss gelangen und auch der Typus der Scheibe des 17. Jahrhunderts (man könnte sie die «Landvogtscheibe» nennen) verdient einmal eine zusammenhängende Darstellung.

Bern.

R. Zeller.

Die Nuntiatur des Giovanni Francesco Bonhomini 1579—1581.

Dokumente, II. Band: Die Nuntiaturberichte Bonhominis und seine Correspondenz mit Persönlichkeiten der Schweiz aus dem Jahre 1580. Bearbeitet von Franz Steffens und †Heinrich Reinhardt. Solothurn, Union, 1917 XXXI und 654 S. (Nuntiaturberichte aus der Schweiz seit dem Konzil von Trient I. Abteilung.)

In einem Abstand von elf Jahren ist dem im Jahre 1906 erschienenen ersten Bande der Nuntiaturberichte Bonhominis der zweite gefolgt. Er enthält die Dokumente aus dem mittleren der drei auf die Visitationsarbeit des ersten schweizerischen Nuntius verwendeten Jahre; ein dritter Band, der dem Jahre 1581 gewidmet wäre, würde die Ausgabe zum Abschluss bringen.

Das Jahr 1580 bildete den Höhepunkt in der Tätigkeit Bonhominis. Der Freund und Schützling Carlo Borromeos erntete damals die Frucht der unablässigen Bemühungen, die er im Jahre 1579 aufgenommen hatte. Der Widerstand, den die Regierungen der katholischen Orte mit Ausnahme Freiburgs im Einvernehmen mit ihrem Klerus seinen Reformersuchen entgegengesetzten, bestand zwar in der Hauptsache immer noch fort; aber es gelang Bonhominis zäher Arbeit trotzdem, wenigstens einiges zu erreichen und in Territorien, die ihm keine kirchenpolitische Opposition machten, wie Freiburg und dem Bistum Basel, vermochte er sogar einen so schönen Erfolg wie die Gründung des Jesuitencollegs in Freiburg zu verzeichnen. Die wichtige Beihilfe, die ihm Ritter Melchior Lussy von Unterwalden leistete, tritt dabei von neuem in sehr bedeutungsvoller Weise hervor.

Prinzipiell bieten im übrigen die hier mitgeteilten Dokumente dem ersten Bande gegenüber nicht viel Neues. Auch die Angelegenheiten, denen der Nuntius seine Aufmerksamkeit zuwendet, sind in der Hauptsache dieselben. Er verlässt zwar (abgesehen von einer kurzen, zum Zwecke der Berichterstattung unternommenen Reise nach Rom) mehr

fach die Schweiz und begibt sich nach Süddeutschland, Oesterreich und in die Freigrafschaft; aber auch diese Ortsveränderungen stehen mit schweizerischen, bereits im vorigen Bande zur Sprache gekommenen Streitfällen, in Zusammenhang: Die Reise nach Oesterreich mit der Ordnung der Verhältnisse im Churer Bistum, die in diesem Bande einen ebenso breiten Raum einnimmt wie im ersten, und der Ritt nach Besançon bezieht sich z. T. wenigstens auf die bereits früher angebahnte Neuordnung der Dinge im Bistum Basel, dem Pruntrut abgetreten werden sollte. Daneben tritt hier allerdings auch der Plan einer kirchlichen Restauration im Bistum Lausanne ganz anders als früher in den Vordergrund: Bonhomini denkt einmal daran, durch den Bischof auf der Tagsetzung geradezu Restitution zu verlangen und dieses Begehren dann auch von kaiserlicher Seite unterstützen zu lassen; er meint, eine solche Forderung hätte wohl Aussicht auf Erfolg, da die anderen Orte und zwar besonders die Zürcher den Bernern übel wollten (p. 354 f.).

Wie die letzte Bemerkung zeigt, enthält der Band auch manches, was für die politische Geschichte Beachtung verdient, und bei der engen Verflechtung politischer Momente war dies im Grunde auch zu erwarten. Auffälliger ist vielleicht, wie stark auch nach den Beobachtungen Bonhomini bei Regierungen und Bevölkerung die konfessionellen Gesichtspunkte vor den politischen zurücktreten. Wie der Nuntius es ohne weiteres für möglich hält, dass Zürich aus seiner Rivalität mit Bern heraus einer katholischen Restauration der Waadt zustimmen würde, so meint er auch, es sei nur eine schlechte Ausrede (*una baja*), wenn die katholischen Orte sich der Herstellung der Kirchenzucht im Thurgau widersetzen mit Berufung darauf, dass ein solcher Eingriff in die gemeinen Herrschaften einen Krieg mit reformierten Orten provozieren könnte (p. 76).

Die Edition, die diesmal von Franz Steffens allein besorgt werden musste, verdient wie im ersten Bande uneingeschränktes Lob. Wenn die Publikation vielleicht etwas lange Zeit in Anspruch nahm, so ist sie dafür bis in alle Einzelheiten sorgfältig ausgearbeitet. Regesten und Index haben sich bei Stichproben ausnahmslos als zuverlässig erwiesen (vielleicht hätte auch noch der Name «Erasmus» oder «Erasmianer» aufgenommen werden können; vgl. p. 34). Eine dankenswerte Zugabe ist die Uebersicht über die Reisen Bonhomini und den äusseren Verlauf der Nuntiatur, auf Grund der im ersten und zweiten Band publizierten Dokumente.

Zürich

E. Fueter.

Helen Wild Die letzte Allianz der alten Eidgenossenschaft mit Frankreich.
Zürich 1917. 8°. 390 S.

Wohl nirgends lässt sich die zielbewusste Kontinuität der Aussenpolitik Alt-Frankreichs deutlicher aufweisen als in dessen Beziehungen zu den Eidgenossen. Diese Beziehungen wurden seit dem 16. Jahrh. reguliert durch eine Reihe sich in unregelmässigen Zeitspannen folgender Verträge. Schon die beiden ersten dieser Abmachungen — der ewige Friede von 1516 und der Bundes- und Soldvertrag von 1521 —

lassen zwischen ihren Zeilen die politischen Absichten der französischen Krone gegenüber den 13 Orten erkennen: möglichst enge politische Bindung durch finanzielle Abhängigkeit. Dieses Ziel wurde im 17. und 18. Jahrh. von der französischen Diplomatie mit aller Energie weiter verfolgt, und die Verträge von 1602 und 1663 und der Sonderbund von 1715 bezeichnen jeder einen Schritt vorwärts in der Erreichung desselben. Die Gesamtallianz des Jahres 1777 brachte dann zum Teil wenigstens die Verwirklichung dieses Planes, indem die katholischen Kantone die Intervention des Königs bei innern Streitigkeiten geradezu als eine *Conditio sine qua non* betrachteten.

Hier liegt die eminente Wichtigkeit der französisch-schweizerischen Verträge des Ancien Régime. Sie hingen alle organisch miteinander zusammen. Ein jeder bezeichnet den Abschluss eines Abschnittes in einer einheitlichen Jahrhundert langen Entwicklung.

Dieser Einsicht hat sich leider die Verfasserin, soviel ich sehe, völlig verschlossen. Sie reisst den Vertrag aus seinem historischen Zusammenhang heraus und beschränkt sich darauf — übrigens in recht ermüdender Weise — eine Darstellung der Verhandlungen zu geben, wobei sie es dazu noch unterlässt, Rücksicht zu nehmen auf die in den französischen Archiven befindlichen Akten.

Trotzdem bieten einzelne Abschnitte des Buches manches Neue und Wertvolle. So z. B. Teil 1 und 2, wo zum ersten Male die Stellungnahme der beiden konfessionellen Parteien zum französischen Allianzangebot präzisiert wird. Die Ausführungen darüber beruhen zum grössten Teile auf einem mehreren kantonalen Archiven der Schweiz entnommenen aufschlussreichen Aktenmaterial. Am meisten Ertrag scheinen neben denjenigen von Bern und Luzern das reiche Archiv der Familie Hirzel in Zürich, eine Manuskriptensammlung der Stadtbibliothek Zürich und die Korrespondenz des Zürcher Bürgermeisters Joh. Konr. Heidegger geboten zu haben.

Doch scheint mir die Verfasserin bei der Bearbeitung dieses Stoffes da und dort nicht mit genügender Sorgfalt vorgegangen zu sein. Die Darstellung erweckt sogar stellenweise den Eindruck eigentlicher Flüchtigkeit. Wo z. B. wie auf S. 61 der Wortlaut redaktioneller Vertragsveränderungen angeführt wird, sollte unbedingt auch der ursprüngliche Wortlaut angegeben werden; denn nur so kann sich der Leser ein richtiges Bild von den Vorgängen machen. Ausserdem sind die wesentlichen Punkte, auf die es ankommt, nirgends deutlich herausgearbeitet. Dagegen füllt Nebensächliches, das seinen Platz in Anmerkungen zu suchen hat, hin und wieder in ganzen Seiten den Text. Ganz besonders fällt der Mangel an Rückverweisen auf. So S. 98, wo die Verfasserin nach langen Erörterungen über die Salz- und Pensionsartikel plötzlich die Verhandlungen über den ersten Artikel wieder aufnimmt und dabei auf die Stellung Berns zurückkommt. Da sollte unbedingt eine Anmerkung auf S. 56 zurückdeuten. Ebenso sollte auf S. 118, wo ziemlich unvermittelt von dem «*Précis de la réponse du roi au contre-projet de Bade*» gesprochen wird, auf SS. 104 05 verwiesen werden. Ähnlich noch an vielen andern Orten. Es sind dies Unterlassungen von schwer-

wiegender Bedeutung, die wohl kaum anders als Nachlässigkeit genannt werden können.

Die Anmerkungen dürfen, soweit sie sich auf Quellenangaben und Erläuterungen beziehen, als genügend bezeichnet werden. Außerst dürftig sind dagegen die biographischen Notizen. Ueber die beteiligten schweizerischen Unterhändler, Heidegger, Sinner, Debary u. s. w. werden allerdings knappe Mitteilungen gegeben. Dagegen steht es schlecht um die Orientierung über die französischen Diplomaten. Der überaus tätige Gesandtschaftssekretär Picamilh de Casenave wird uns überhaupt nicht vorgestellt, ebensowenig seine auf S. 58 und 121 genannten Mitarbeiter Gérard und Le Mulier. Ueber Michelet sodann erfahren wir nur aus zwei an verschiedenen Textstellen eingestreuten Bemerkungen, dass er Gesandtschaftssekretär und königlicher Dolmetscher gewesen sei.

Der Stil ist schleppend und eintönig, die Satzbildung nachlässig und unbeholfen. Zu den formell und inhaltlich am besten geratenen Partien gehören wohl die auf SS. 171 ff. ausgesprochenen Gedanken über die letzte französische Allianz, die auf SS. 328 ff. eingestreuten Bemerkungen wirtschaftsgeschichtlicher Natur und die auf SS. 136–138 zusammengestellte Statistik über die Zahlungen der Krone Frankreich an Stände und Private. Hier kam der Darstellung ein in Trogen befindliches Manuskript von K. Zellweger zu Gute.

Auffallend ist hingegen das Fehlen eines zusammenfassenden Schlusswortes, das die Allianz mit Frankreich vom Jahre 1777, die letzte politische Aktion der alten Eidgenossenschaft, wohl verdient hätte. Hier wäre auch ein kurzer Ausblick auf die Verträge der Schweiz mit Frankreich im Zeitalter der Revolution und des Kaiserreiches — namentlich auf diejenigen vom August 1798 und vom September 1803 — für den Leser von höchstem Interesse gewesen.

Endlich sei nochmals wiederholt, dass wir unser Bedauern darüber nicht unterdrücken können, dass das reiche in den Pariser Archiven liegende Material der gegenwärtigen Zeitumstände wegen nicht herangezogen werden konnte. Es hätte wohl namentlich über die Entstehung des Hofprojektes und die Restitutionsversuche der katholischen Orte noch wertvolle Beiträge geliefert.

Basel.

Fritz Vischer.

Der Freistaat der Drei Bünde und die Frage des Veltlins. Korrespondenzen und Aktenstücke aus den Jahren 1796 und 1797, herausgegeben und eingeleitet von Alfred Rufer. — Quellen zur Schweizergesch., hg. von der Allgem. Geschichtf. Gesellschaft der Schweiz. Neue Folge. Abt. III., Bd. 1 u. 2. Basel 1916 u. 1917. 8° CCCXXVII + 359 u. 533 S.

Im ersten Bande haben wir eine sehr lange Einleitung. Sie ist in vierzehn Kapitel eingeteilt und behandelt ziemlich einlässlich die Beziehungen zwischen den Drei Bünden und dem Veltlin bis Ende 1797. Dieser Band enthält in 199 Stücken die Korrespondenzen und Aktenstücke aus dem Jahre 1796, die sich auf die Frage des Veltlins beziehen. Der zweite Band enthält die Korrespondenzen u. Aktenstücke aus dem

Jahre 1797; es sind 302 Stücke. Dazu kommt noch ein ausführliches Orts- und Personenregister mit 43 Seiten. Das Werk ist also sehr umfangreich; es enthält im ganzen 501 Aktenstücke oder Korrespondenzen und zählt rund 1200 Seiten.

Die Drei Bünde eroberten im Jahre 1512 das Veltlin, Chiavenna und Bormio und behielten sie als Untertanenländer. Im Jahre 1620 verloren sie sie, bekamen sie aber wieder im Jahre 1639. Darauf verloren sie sie wieder im Jahre 1797 und bekamen sie nicht mehr zurück. Frage: Wer trägt die Schuld, dass die Drei Bünde das Veltlin, Chiavenna und Bormio verloren haben?

Wenn wir die früheren Geschichtsforscher über die Beziehungen zwischen den Drei Bündern und dem Veltlin nachschlagen und studieren, so kommen wir zu folgendem Schlusse: Die Bündner behandelten ihre Untertanen in den drei Herrschaften Veltlin, Chiavenna und Bormio zu schlecht, deswegen fielen sie ihnen 1620 ab und unterwarfen sich Spanien. Als sie sie 1639 wieder bekamen, behandelten sie sie nicht besser. Die Einwohner der drei Landschaften hätten sich gerne von den Bündnern befreit, aber sie waren zu schwach, und Hilfe bekamen sie keine. So mussten sie geduldig ihr Joch tragen. Als am 15. Mai 1796 Napoleon Bonaparte triumphierend in Mailand einzog, da glaubten die Untertanen Bündens, die Stunde ihrer Erlösung sei nahe. Sie wandten sich sofort an Bonaparte und baten ihn, er solle sie vom Joche der Drei Bünde befreien. Auch die Bündner schickten Gaudenz Planta von Samaden zu Bonaparte. Planta erklärte sich bereit, sich bei den Drei Bündern zu verwenden, dass diese das Veltlin, Chiavenna und Bormio als Gleichberechtigte in ihren Bund aufnahmen. Man wirft Planta vor, er sei da zu weit gegangen. Bonaparte stimmte dieser Lösung der Frage bei und entliess die Veltliner Deputation und Planta. Beide sollten sich die Vollmachten holen zur Entscheidung der Frage in diesem Sinne. Die Veltliner kamen bald wieder, aber die Bündner nicht. In den Drei Bündern wurde den Gerichtsgemeinden die Frage zur Abstimmung vorgelegt, ob sie das Veltlin, Chiavenna und Bormio als Gleichberechtigte in ihren Bund aufnehmen wollten. Die Mehren, welche eingingen, waren so unklar, dass man nicht genau entscheiden konnte, ob die Mehrheit der Gerichtsgemeinden dafür oder dagegen wäre. Deswegen musste man noch einmal darüber abstimmen lassen. So verstrich die Zeit, Bonaparte wurde ungeduldig und vereinigte das Veltlin, Chiavenna und Bormio mit der cisalpinischen Republik. Alle späteren Anstrengungen der Drei Bünde, ihre Untertanenländer wieder zu bekommen, waren umsonst. Die Schuld am Verluste des Veltlins tragen in erster Linie Planta, der sich mit Bonaparte in Verhandlungen einliess, zu welchen er keine Ermächtigung hatte, in zweiter Linie die Verfassung der Drei Bünde, welche alle Regierungsgewalt in die Gerichtsgemeinden verlegte, und in dritter Linie die Gerichtsgemeinden oder das Bündner Volk, welches zu engherzig war und seine vitalen Interessen nicht erkannte. Ungefähr auf diesen Standpunkt stellen uns die früheren Geschichtsforscher. — Und die grosse Arbeit Rufers? — Die wirft auf die Frage des Veltlins ein ganz anderes Licht.

Den Hauptanteil an Rufers Aktenstücken und Korrespondenzen hat Comeyras. Er war Resident der französischen Republik bei den Drei

Bünden von 1796 bis 1798. Er kam zur Ueberzeugung, dass die Bünde sich ihre Untertanenländer als Gleichberechtigte angliedern sollten. Das schien ihm die beste Lösung für die Bünde, für die Untertanenlande und auch für die französische Republik. Er gewann für diese Lösung die Patrioten in den Drei Bünden, Bonaparte und das französische Direktorium. Und wenn Gaudenz Planta auf dieser Grundlage mit Bonaparte verhandelte, so war das der einzig richtige Weg, wenn man den Drei Bünden ihre Untertanenländer erhalten wollte. Man kann also auf Planta in dieser Beziehung keine Schuld werfen. Nun stimmte man in den Drei Bünden über die Veltliner Frage ab, und bei der ersten Klassifikation der Mehren ergab sich, dass die Mehrheit der Gerichtsgemeinden für Aufnahme der Untertanenlande als Gleichberechtigte war. Da setzte die Opposition mit ganzer Kraft ein. An der Spitze derselben stand Kronthal, der von 1792 an k. k. Geschäftsträger bei den Drei Bünden war. Vereint mit der Salis-Partei, den Aristokraten, gelang es ihm, die Mehrenklassifikation umzustürzen und die Frage noch einmal vor die Gerichtsgemeinden zu bringen. Dann wurde mit Hochdruck gearbeitet, damit die Gerichtsgemeinden die Sache verwerfen würden. Das geschah auch. Da erwachten auch die Patrioten, von Comeyras mehrmals gerüttelt. Die Frage kam noch einmal vor die Gerichtsgemeinden, aber unterdessen verlor Bonaparte die Geduld und vereinigte das Veltlin, Chiavenna und Bormio mit der cisalpinischen Republik. Die Hauptschuld, dass die Drei Bünde ihre Untertanenlande verloren haben, trifft Kronthal, den Geschäftsträger Oesterreichs, und die Salis, die Partei der Aristokraten. Das geht aus dem Werke Rufers klar hervor, und das ist neu. Die Aufnahme der Untertanenlande in den Bund als Gleichberechtigte hätte eine Aenderung der Verfassung der Drei Bünde bedingt. Dadurch hätten Oesterreich, das die Herrschaft Rätzens besass, u. die Aristokraten ihre Vorrechte verloren. Daher ihre Opposition.

In seiner Mémoire vom 30. August 1796 behauptet Comeyras, Oesterreich trachte darnach, das Veltlin, Chiavenna und Bormio bei günstiger Gelegenheit an sich zu reißen, um sie dann als Lehen an die Familie Salis abzugeben. Das ist möglich, sogar wahrscheinlich, aber mit dem Aktenmaterial Rufers lässt sich das nicht nachweisen. Dazu müsste man die Privat-Korrespondenz der Salis mit Oesterreich herbeiziehen. Es bleiben aber noch andere Fragen zu lösen:

1. Welchen Einfluss hat Bonaparte auf die bündnerischen Untertanen beim Abfall ausgeübt?

2. Hatten Oesterreich und die Aristokraten ihre Hand dabei auch im Spiele und in welchem Masse?

3. In wie weit war das gemeine Volk in den Untertanenlanden für den Anschluss an die Drei Bünde zu haben u. s. w.?

Herr Rufer gibt in seinem Vorworte selber zu, dass seine Dokumentierung Lücken und Mängel aufweist. Bei einer so schwierigen Frage kann es ja nicht anders sein. Herr Rufer hat aber mit der Sammlung dieser Korrespondenzen und Aktenstücke eine sehr gute und grosse Arbeit geleistet. Die Anordnung der Dokumente ist gut übersichtlich, die Dokumente selbst zuverlässig; der Geschichtsfreund hat seine helle

Freude daran, und der Forscher kann grossen Vorteil daraus ziehen. Es sind schon zwei Arbeiten erschienen, die sich auf Rufers Werk stützen: 1. Gaudenz Planta von Dr. Delnon und 2. Der Uebergang der Herrschaft Rätzens an Graubünden von Dr. Caliezi.

Wir danken Herrn Alfred Rufer bestens für sein schönes Werk, «Der Freistaat der Drei Bünde und die Frage des Veltlins».

Chur.

B. Puorger.

Else Gutknecht. Die Diplomatie des Auslandes in der Schweiz während der Zeit des Sonderbundes. Zürich 1917. 8°. 88 S.

Der soeben gegen Helen Wilds Arbeit erhobene Vorwurf gilt auch für diese, deren Quellenmaterial meist aus dem Bundesarchiv stammt. Die Pariser und Wiener Archive hätten hier sicherlich noch bedeutendes Material zutage gefördert, und wir stimmen mit der etwas hochtönenden Erklärung der Verfasserin durchaus nicht überein, es könnte kaum noch Neues vom Besuche dieser Archive erwartet werden. Im übrigen stellt die Arbeit einen beachtenswerten Versuch dar, den zur Zeit des Sonderbundes in der Schweiz bestehenden Konflikt in die politische und konstitutionelle Gesamtbewegung jener Jahre hineinzustellen. Für die Kenntnis der Schweizergeschichte selbst bedeutet sie insofern eine Bereicherung, als sich schon längst das Bedürfnis fühlbar machte, neben der in den vergangenen Jahrzehnten entstandenen Fülle von Literatur über die *kriegerischen Operationen* des Sonderbundes auch einmal über die damit parallel laufende *diplomatische Campagne* der Grossmächte genügende Aufklärung zu erhalten. (Die im Jahre 1896 erschienene Dissertation von W. Sutermeister über Metternich und die Schweiz, eine Arbeit, die hier tot geschwiegen wird, bietet nur ein Bruchstück davon.) Diese Lücke in der Geschichte des Sonderbundes sucht nun Else Gutknecht auszufüllen, indem sie die Aufmerksamkeit des Lesers auf den Hintergrund der Bühne, auf die europäischen Grossmächte lenkt.

In zwei Hauptabschnitten, betitelt Intervention und Nonintervention, werden wir über die Haltung der europäischen Diplomatie zur Zeit des Sonderbundes der Schweiz gegenüber orientiert. Die Verfasserin konstatiert, dass das im Wiener Kongress formulierte Interventionsprinzip in den Vierzigerjahren vor seiner endgültigen Beseitigung noch drei Stadien der Entartung durchzumachen hatte. Der hartnäckigste Vertreter dieses Prinzips war Oesterreich, bezw. Metternich. Seine Bemühungen für eine gemeinsame Aktion der Grossmächte scheiterten aber stets an der passiven Resistenz Frankreichs und Englands, denen die Metternich'sche Auffassung der Intervention nicht mehr zeitgemäss erschien. Selbst als es zu einem Bruche zwischen den beiden westlichen Ententestaaten kam, vermochte Metternich sein Ziel nicht zu erreichen. Als dann im Sommer 1846 ein Ministerwechsel in London eintrat und Lord Palmerston an die Spitze des Auswärtigen berufen wurde, ging England seine eigenen Wege und kehrte dem Interventionsprinzip vollends den Rücken.

Die Arbeit ist in anschaulicher, leicht verständlicher Sprache geschrieben. Die handelnden Personen, namentlich Metternich und Sigwart, sind gut charakterisiert. Manche Urteile zeichnen sich durch über-

raschende Eigenart aus. Auffallend ist hingegen das vollständige Fehlen von biographischen Anmerkungen über die hauptsächlichsten Persönlichkeiten. Morier, Bois le Comte, Siegwart-Müller u. a. m. hätten wohl durch kurze Notizen dem Leser vorgestellt werden dürfen. Auch ein Verzeichnis der Quellen und der wohl etwas karg benützten gedruckten Literatur wäre Aufgabe der Verfasserin gewesen.

Alles in allem bildet die Arbeit einen brauchbaren Beitrag zur Geschichte der Schweiz und des Auslandes im 19. Jahrhundert.

Basel.

Fritz Vischer.

Max de Diesbach: *La campagne du Sonderbund et l'Affaire de Neuchâtel.* (Histoire militaire de la Suisse, X^e cahier. — Berne 1917). 34 pages et 4 cartes.

Le colonel Max de Diesbach est mort en 1916, avant que le travail dont on vient de lire le titre ait paru dans les cahiers consacrés à l'histoire militaire de la Suisse, qui sont publiés sur l'ordre de l'Etat-major général. Ce travail est un suprême témoignage du patriotisme de Max de Diesbach qui a été, comme magistrat, comme militaire et comme historien, un utile et fidèle serviteur de son pays. Il n'était pas facile, en effet, de raconter impartialement cette campagne, au fils de l'adjudant de Salis-Soglio (le général qui commandait les troupes du Sonderbund), adjudant blessé, comme son chef, au combat de Gislikon. M. de Diesbach l'a tenté, et il y a réussi. Comme il le dit lui-même: «le temps, qui est un grand pacificateur, nous fait voir les événements sous un autre aspect».

M. de Diesbach donne un résumé parfaitement clair et objectif des opérations militaires de la campagne du Sonderbund, *des opérations militaires*, disons-nous, car, vu le caractère de la collection dont son travail fait partie, il laisse naturellement de côté tout ce qui concerne l'histoire diplomatique et politique du Sonderbund. Le paragraphe consacré à la prise de Fribourg, qui utilise quelques témoignages inédits, est particulièrement intéressant.

Pendant la tourmente de 1848 et de 1849, la Suisse dut mettre sur pied des troupes destinées à surveiller la frontière méridionale, lors des deux guerres du Piémont contre l'Autriche, et la frontière du Rhin, vers laquelle la Prusse refoulait les révolutionnaires de l'Allemagne du sud. A cette occasion, le général Dufour pouvait déjà écrire: «En 1849, j'eus la satisfaction de réunir sous mes ordres des bataillons qui, moins de deux ans auparavant, avaient combattu les uns contre les autres, et qui, maintenant, ne rivalisaient plus que de dévouement».

Lorsque le mouvement insurrectionnel des royalistes neuchâtelais, en 1856, faillit entraîner un conflit armé avec le roi de Prusse, il y eut dans tout le pays un enthousiasme patriotique qui fit disparaître les traces de dissensions que pouvait avoir laissées le Sonderbund, et Dufour eut la joie de se trouver à la tête d'une armée animée du meilleur esprit et pleine de confiance en son chef et en elle-même.

La figure du général Dufour domine cette période de 1847 à 1857, caractérisée par des luttes ardentes de partis, qui finissent par une réconciliation due pour une large part à ce chef qui sut s'élever au-dessus

des passions politiques. C'est Dufour qui donne leur unité aux divers sujets traités dans ces pages, et c'est donc à juste titre que M. de Diesbach termine l'histoire militaire de cette décade par une courte notice consacrée à ce bon citoyen.

Une copieuse bibliographie permet aux chercheurs de compléter les renseignements un peu sommaires mais extrêmement clairs fournis par l'auteur, et grâce à quatre cartes ils peuvent suivre avec facilité les opérations militaires.

Genève.

Charles Seitz.

Hermann Merz. Das Schiesswesen in der Schweiz. Schweizer Kriegsgeschichte, Heft 11, Bern 1917.

Merz setzt ein mit den Schützengesellschaften im 14. Jahrhundert und verfolgt sie bis zur Zeit des Untergangs der alten Eidgenossenschaft, wo dann unsere Scharfschützen Geschichte machten. Ob er nun mit Recht Salomon Landolt das Verdienst zuschreibt, den Gedanken der Freiwilligkeit in den Dienst des Wehrwesens gestellt zu haben (S. 40)? Die Scharfschützen Landolts waren doch nur eine besondere, ausgeprägtere Form, der leitende Gedanke nicht neu.

Ebenso liest man zweifelnd, die Katastrophe der Franzosenzeit habe auch im Schiesswesen mit alten, verknöcherten Einrichtungen aufgeräumt (S. 43). An eine reformierende Wirkung ist wohl nicht zu denken. Dass in jener Zeit grösster Not und Zerfahrenheit auch das Schiesswesen erlahmte, begreift sich ohne weiteres. Und wenn es dann bis 1817 dauerte, bis aus den Beratungen eine Militärorganisation hervorging, welche in Auszug und Reserve je 20 Scharfschützen-Kompagnien zu 100 Mann aufstellte, so liegt auch hiefür die Erklärung nahe genug. Man lese Oechsli. Merz selbst hat zuvor die Taten der Schweizer schützen hervorgehoben, «nicht nur im Kampfe für den eigenen Boden, sondern auch in den helvetischen Auxiliartruppen» (S. 41). Der echte Schützensgeist lebte und wirkte also fort. Er legte den Räten die Bildung von 40 Schützenkompagnien nahe und liess hiefür 4000 Mann aufbringen. Für diese Auffassung spricht auch die Tatsache, dass in den Jahren 1819–1823 in zehn verschiedenen Kantonen nicht weniger als 87 grössere und kleinere Ehr- und Freischiessen stattfanden. Und 1822 konnte ein preussischer Spion berichten: «Mit unbeschreiblichem Eifer üben alle Schweizer sich im Scheibenschiessen; überall findet man ein Ziel aufgestellt» (Oechsli, 2. S. 579). Die Bildung eines schweizerischen Verbandes konnte nicht ausbleiben, war aber nichts desto weniger eine Tat, die Merz verdientermassen etwas eingehender schildert.

In der weiteren Darstellung bezeichnet unser Verfasser das Jahr 1864 als Schicksalsjahr für unser Schiesswesen. Unzweifelhaft war die einheitliche Bewaffnung der Infanterie mit dem gezogenen Vorderlader kleineren Kalibers (10,5 mm), dem Modell 1863, von förderndem Einflusse auf das Schiesswesen des Volkes. Und am 13. Mai — nicht März — 1864 erschien nach Merz das erste verbindliche eidgenössische «Reglement über die vom Bunde an freiwillige Schiessvereine zu verabfolgenden Unterstützungen». Dieses Reglement war in-

dessen lediglich die definitive Ausgabe desjenigen vom 8. April 1863 und zwar mit ganz unbedeutenden Änderungen. Schon 1863 hat dann auch der Bund Schiessprämien im Betrage von 4214.— Fr. verabfolgt. 1864 betrug sie nahezu 7000.— Fr. an etwa 6000 Vereinsmitglieder, von denen jedoch nur 807 mit dem neugeänderten Gewehr geschossen hatten; 5142 schossen mit dem Feldstutzer oder dem Järgergewehr, beide ebenfalls kleinkalibrig. Von da an nahmen die Beiträge des Bundes und die Zahl der beitragsberechtigten Vereinsmitglieder stetig zu, sprunghaft erst infolge der Einführung des Hinterladers (1868) und unter dem Einflusse der kriegerischen Ereignisse von 1870/71.

Die neue Zeit beginnt für unser Schiesswesen mit der Militärorganisation von 1874. Diese brachte uns das schweizerische Bundesheer, die Schiesspflicht ausser Dienst und die Unterstützung der Schiessverbände, die organisiert sind und nach militärischer Vorschrift mit Ordonanzwaffen üben. Die militärische Schiessausbildung wurde verbessert. Aber lange Zeit blieben die Leistungen der Armee hinter denjenigen der freiwilligen Schiessvereine zurück. Das hätte erwähnt werden sollen. Oberst Feiss bezeugte es 1886 in seiner Schrift «Die schweizerische Infanterie für die Zeit von 1875—1884.» Beachtenswert ist ferner, dass damals der Wehrmann, der auch ausser Dienst pflichtgemäss mit der dienstlichen Waffe schoss, im Wettkampfe unter der Ueberlegenheit der Sportwaffen zu leiden hatte. (Siehe A. Steiger, Inwiefern entsprechen die eidgenössischen Schützenfeste den Anforderungen der Armee? Frauenfeld J. Huber 1887).

Merz erwähnt (S. 49) der Theorie vom wagrechten Anschlag, die von der Gefechtsstreuung ausging, deren zusammenhängende Darstellung ein Verdienst des russischen Oberstlieutenants Wolozkoi bleibt. Nicht in dieser Darstellung lag die «Irrlehre», wohl aber in der Schlussfolgerung, für den Soldaten sei der Genausschuss unnötig. Das freiwillige Schiesswesen hat sich von dieser Lehre niemals anstecken lassen. Und in der Armee beschränkte sich ihr Erfolg auf einige Instruktionsoffiziere. Ob diese ihre Theorie aus Frankreich geholt haben, bleibe dahin gestellt. Dagegen muss bestritten werden, dass die Wolozkoi'sche Garbenlehre aus Frankreich zu uns gekommen sei. Die heute noch beachtenswerten Studien dieses Offiziers erschienen in deutscher Uebersetzung schon 1883 (Das Gewehrfeuer im Gefecht) und 1889 (Das kleine Kaliber und das weittragende Gewehr) und fanden im Jahr 1892 in der Schweizerischen Monatsschrift für Offiziere aller Waffen eine eingehende Behandlung.

Das gegenseitige Verhältnis der militärischen Schiessausbildung und des freiwilligen Schiessvereins hätte verdient, etwas schärfer gezeichnet zu werden. In sehr beachtenswerter Weise hat es Ende der 90er Jahre Hauptmann Kofmel in einer kritischen Studie erörtert, die von der Schweizerischen Offiziersgesellschaft preisgekrönt wurde. Kofmel leistete den Nachweis, dass das freiwillige Schiesswesen eine notwendige, unerlässliche Ergänzung des Militärdienstes sei, da ihm die Aufgabe zufalle, die in der Rekrutenschule gewonnene individuelle Schiessausbildung zu erhalten, zu fördern und zu vollenden. Allerdings bedürfe zu deren Lösung auch das freiwillige Schiesswesen noch einer Umgestaltung. Dem Vorgange von Oberst Geilinger und andern folgend, forderte er in erster

Linie die jährliche Erfüllung der Schiesspflicht im Vereine. Dem hat die Militärorganisation von 1907 entsprochen. Sie ist daher noch etwas mehr als eine Tatsache, die zu erwähnen nicht vergessen werden darf (S. 51). Und ihren Artikeln 9 und 124 muss unbedingt Art. 31,4 (Schiessplätze) beigefügt werden, da er weit über das hinausgeht, was Art. 225 des früheren Gesetzes vorgeschrieben hat.

Seitdem überlässt der Staat die Vollendung der Schiessfertigkeit der gewehrtragenden Wehrmänner den Schiessvereinen. In den Tagen der Kriegsgefahr aber zählt er, wie die Gegenwart lehrt, auf alle Schiessfertigen des Volkes, auch wenn sie der Armee nicht angehören. Solcher sind es zurzeit an die 100,000. Schade, dass Merz diese Krönung der ganzen Entwicklung nicht erwähnt hat.

Bern.

K. Fisch.

Ernst Zschokke. Schweizer Jugend und Wehrkraft. Schweizer Kriegsgeschichte. Heft 11. Bern 1917.

Der Verfasser bietet ein abgerundetes Bild, von der Zeit der achtörtigen Eidgenossenschaft an bis in die Gegenwart. Freude an Wehr und Waffen konnte den Buben der alten Eidgenossen unmöglich fehlen. Aber Hellebarde, Spiess und Schwert waren für sie doch etwas zu schwer, handlich dagegen Schleuder und Bogen und sodann die Armbrust. Diese blieb das Gewehr der Jugend, bis ihr vom Ausgange des 16. Jahrhunderts an die Muskete den Rang ablief. Waren die Knaben in ihrer Bewaffnung selbstverständlich von derjenigen der «Mannen» abhängig, so wurden sie mit dem Aufkommen stehender Truppen deren Abbild in Drill und Parade und womöglich auch in Uniform. So haftete, wie Zschokke (S. 60) treffend sagt, ihren Uebungen etwas Zufälliges an; «es fehlte ihnen die innere Organisation, das Zielbewusste, das Dauernde». Das findet sich erst in den Kadettenkorps, die Ende des 18. Jahrhunderts entstanden.

Verfasser gliedert seinen Stoff zweckmässig im Anschlusse an unsere staatliche Entwicklung. Der erste Abschnitt führt uns vom 15. Jahrhundert bis in die Zeit des Ueberganges. Der zweite umfasst die Zeit des Bundesvertrages von 1815 und der Bundesverfassung von 1848. Immerfort sind hier die Kadettenkorps die Träger einer militärischen Ausbildung der Jugend, jedoch auf städtische Gemeinwesen und Schulen beschränkt. Seit Ende der 50er-Jahre stellen sich Pläne einer allgemeinen militärischen Jugenderziehung zur Erörterung. In umfassender Weise bot einen solchen der Militärschriftsteller Rüstow; Emil Welti suchte ihn dann in die Tat umzusetzen. Gleichzeitig tritt dem Kadettenwesen mehr und mehr das allen zugängliche Turnen in den Weg. Und eine Schwierigkeit technischer und finanzieller Art entstand jenem in der Frage der Neubewaffnung, die dann im Jahre 1867 ihre Lösung fand.

Damit haben wir die Schwelle der dritten Periode erreicht, der Zeit der Bundesverfassung von 1874. Bundesrat Welti schlug eine allgemeine Vorbereitung der Jugend für den Militärdienst unter der Leitung des Bundes vor. Er hatte nur beschränkten Erfolg, legte aber

durch die Förderung des Schulturnens den Grund zur weiteren Entwicklung. Das Kadettenwesen verlor an Bedeutung — nicht ohne eigene Schuld. Der militärische Vorunterricht drängte es zurück. Diese Entwicklung verstärkte sich mit der Militärorganisation von 1907. Die Verordnung vom 2. November 1909 gliedert den militärischen Vorunterricht in Kurse ohne Bewaffnung (turnerischer Vorunterricht), Kurse mit Bewaffnung (bewaffneter Vorunterricht) und Schiesskurse (für Jungschützen). Alle diese Kurse sind freiwillige. Der turnerische Vorunterricht gewann rasch den Vorsprung. Allein das Turnen erfährt hier eine eingreifende Wandlung. Die Gerätübungen des Kunstturnens werden ausgeschaltet und neben Freiübungen volkstümliche Uebungen und Spiele vorgeschrieben.¹⁾

Die Würdigung, die der Verfasser dem Kadettenwesen und der körperlichen Erziehung zuteil werden lässt, halte ich für zutreffend. Vollends aber verdient Zustimmung die Mahnung an das Schweizervolk, mit der er abschliesst, das hohe Gut der Selbstbestimmung sich durch eine entsprechende Erziehung zu erhalten.

Bern.

K. Fisch.

¹⁾ Eine Berichtigung der Fussnote Seite 94: Die Zahlen des Jahres 1916 für bewaffneten Vorunterricht und für Jungschützen sind umzustellen (1613 und 9512).

Revue des publications historiques de la Suisse romande. 1918. II^e Semestre.

Histoire générale.

L'état lamentable des finances de la Cour de France empêcha souvent celle-ci d'acquitter ses dettes. La correspondance diplomatique conservée dans les Archives de la Confédération révèle une de ces situations particulièrement difficiles: successivement, les rois Henri II, Charles IX, puis Henri IV se trouvèrent en grand embarras aux diverses dates d'échéance d'une dette de 50.000 écus contractée envers MM. de Soleure, et toujours prorogée. Henri II leur avait, comme garantie, donné le comté de Neuchâtel en hypothèque et ce dernier faillit bien rester entre leurs mains. M. Hurny a étudié une partie de cette correspondance: de 1552 à 1590.¹⁾ Il s'est borné à cela, bien que l'état des affaires fût demeuré le même jusqu'en 1656; alors seulement le titre hypothécaire fut rendu au prince de Neuchâtel, Henri II de Longueville. Le travail de M. Hurny ne prétend donc pas être complet, ce n'est qu'une ébauche. Il n'en aurait pas moins fallu y éviter des négligences telles que la suivante: «Les rois de France se succèdent, dit l'auteur, et Charles IX prend la place de Henri II.» Nous voulons croire à une mauvaise rédaction et non à une erreur historique qui témoignerait d'une méconnaissance étonnante de l'histoire de France élémentaire. Si François II n'eut pas à négocier avec Soleure, c'est qu'aucune date d'échéance ne tomba sur la période si courte de son règne.

Les historiens suisses n'ont guère examiné les circonstances et les suites de la conférence évangélique internationale de Payerne (1655). Les documents cependant étaient à leur portée. C'étaient d'abord les *Recès fédéraux*, puis le *Rathsmanual* de Berne, le *Manual de Payerne*, etc., où sont énumérés les préparatifs magnifiques du congrès; enfin l'ouvrage du Dr. Vaughan, *The Protectorate of Oliver Cromwell*, un article de F. Holzach dans la *Basler Zeitschrift für Geschichte...* et d'autres encore. C'est d'après ces sources que M. Burnand reprend la question.²⁾ Il y apporte un jour nouveau et fait voir surtout là-dedans le rôle politique de Cromwell qui voulait organiser une Union protestante entre les Cantons suisses. M. Burnand a pour le Protecteur moins d'admiration qu'on ne lui en voue à Genève depuis quelque temps.³⁾ Nous ne saurions entamer ici, sur cette matière, une discussion si importante, mais nous désignons l'article de M. Burnand à l'attention de ceux qui désirent se faire une opinion impartiale.

Les archives de Neuchâtel possèdent des lettres et des mémoires sur l'ambassade neuchâteloise envoyée à Soleure pour réparer «l'omission de Bade». MM. Piaget et de Pury publient intégralement l'un de ces récits⁴⁾: «la relation du voyage fait à

¹⁾ Jean Hurny, *Neuchâtel, gage hypothécaire, de 1552 à 1656; Musée neuchâtelois*. N. S., 5^e année (1918), No. 4, p. 113—120.

²⁾ † Aug. Burnand, *La conférence évangélique internationale de Payerne du 1/10 au 4/14 octobre 1655; Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 11^e livr., p. 330—347 et 12^e livr. p. 368—382.

³⁾ Cf. Ch. Goth, *Olivier Cromwell*, Genève, 1918, 63 p. in-16.

⁴⁾ A. Piaget et P. de Pury, *Les Neuchâtelois à Soleure en 1756: Musée neuchâtelois*, N. S., 5^e année (1918), No. 3, p. 98—112.

Soleurre pour le renouvellement des traités d'alliance et de combourgeoisie avec ledit canton, conclu le 26^e février 1756.» Ils le font précéder d'une introduction détaillée et lui joignent des lettres contemporaines: celles, par exemple que le représentant du roi de Prusse à Neuchâtel écrivait à son maître effaré des frais occasionnés par les négociations.

M. de Charrière de Sévery livre à la publication une intéressante correspondance du baron Zurlauben, officier suisse au service de France, avec Charles-B. de Chandien, son collègue dans le métier des armes et dans celui des généalogies¹⁾.

Il a déjà été parlé dans notre précédente *Revue des publications de la Suisse romande*²⁾ de l'étude que M. Mogeon a consacré à l'assemblée provisoire vaudoise. Il la fait suivre des «textes de quelques unes des adhésions que firent parvenir à l'assemblée provisoire les communes vaudoises.»³⁾

Nous signalerons des lettres du doyen Bridel que fait paraître M. A. Burmeister⁴⁾; elles sont relatives à la découverte du tombeau de la reine Berthe, faite en 1817 par le colonel de Dompierre; le doyen Bridel lui adresse sur ce sujet des renseignements et des conseils.

Ceux qui découvrent au hasard de leurs recherches historiques, ou dans leurs archives de famille, des pièces inédites sont souvent tentés de les faire connaître. Nous donnons ici la nomenclature d'une série de textes de toutes les époques imprimés au cours de cet exercice par la *Revue historique vaudoise*: Une «lettre de Gérard d'Oron à Hugues le Dépensier», datée de 1324⁵⁾, «un contrat de mariage de l'an 1537»⁶⁾, «une lettre de bourgeoisie du XVI^e siècle»⁷⁾, un «traité entre M. Fischer de Reichenbach et M. Boquet de Rolle, pour la messagerie Berne-Genève»⁸⁾, et le signalement d'un vagabond poursuivi et banni des terres de la Confédération⁹⁾. Mentionnons encore une lettre de 1794, où un patricien bernois, M. Alex. Fischer décrit à un ami lausannois, désireux d'être reçu bourgeois de Berne, le cérémonial en usage¹⁰⁾; une autre, de F. C. de la Harpe, adressée en 1835 à l'un de ses cousins¹¹⁾; enfin un «plaidoyer-pamphlet» de J.-J. Cart, l'avocat célèbre de Morges¹²⁾.

Histoire locale.

En collectionneur patient, M. Ph. Pierrehumbert a pris note d'un grand nombre de coutumes et de légendes jurassiennes¹³⁾. Les incantations magiques, les croyances sur

¹⁾ W. de Charrière de Sévery, *Lettres du Baron de Zurlauben à un officier du pays de Vaud au service de France*; *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 8^e livr., p. 225—244.

²⁾ Voir *Indicateur d'histoire suisse*, 1918, p. 142.

³⁾ L. Mogeon, *Les procurations de l'Assemblée provisoire vaudoise*; *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918) p. 65—73, 97—111, 144—156, 175—186, 193—206.

⁴⁾ A. Burmeister, *Le doyen Bridel et le tombeau de la reine Berthe*; *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 10^e livr., p. 311.

⁵⁾ *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 3^e livr., p. 92—93. (Communiq. par Aug. Burnand). —

⁶⁾ Ibid., 5^e livr., p. 156—158 (comm. par M. Henrioud).

⁷⁾ Ibid., 11^e livr. p. 326—330, (comm. par A. Burmeister).

⁸⁾ Ibid., 9^e livr., p. 283—286, (comm. p. M. Henrioud).

⁹⁾ Ibid., 8^e livr., p. 255—256.

¹⁰⁾ Ibid., 6^e livr., p. 187—189 (comm. par W. de Charrière de Sévery).

¹¹⁾ Ibid., 3^e livr., p. 84—88 (comm. par † A. de Molin).

¹²⁾ Ibid., 8^e livr., p. 244—252 (comm. par P. Henchoz).

¹³⁾ Phil. Pierrehumbert, *Folklore jurassien*; *Actes de la Société jurassienne d'émulation*, année 1917 parue en 1918, 2^e série, 22^e vol., p. 123—142.

la mort et sur l'au-delà qu'il rapporte ne sont point toutes uniquement spéciales au Jura. Il fallait les relever, néanmoins, pour être complet. C'est à cela surtout que s'efforce M. Pierrehumbert; il ne fait pas de critique, il ne s'arrête pas à des considérations philosophiques, il observe, simplement, et il redit ce qu'il a entendu.

Quelles étaient les possessions de la famille de Glâne, éteinte dès la fin du XII^e siècle? Ce problème a fait le sujet d'une communication de M. Max. Reymond à la Société d'histoire de Fribourg¹⁾. La matière était difficile à traiter, vu la rareté des documents: M. Reymond est pourtant parvenu à y jeter quelques clartés. Mais son argumentation ne nous paraît tenir qu'à un fil quand il s'efforce de rattacher les de Glâne au comte Conon d'Oltingen, bénéficiaire en 1082 d'une donation de l'empereur Henry IV. M. Reymond donne à Conon d'Oltingen un fils, du nom d'Uldric de Glâne, grand-père de Guillaume de Glâne fondateur du monastère de Hauterive. Parmi toutes les hypothèses soulevées à chaque ligne de ce travail, celle-là nous a semblé la plus mal appuyée. Notons, à titre d'information, pour ceux que la controverse intéressera, l'opinion de M. Pierre de Zurich. En un article contenu au même tome des *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, il dit en passant que Conon d'Oltingen «fut le dernier de sa race et ne laissa que des filles»²⁾.

Une critique serrée des sources connues ou inédites permet à M. Meylan-Faure, qui fait l'histoire du Chablais vaudois, de redresser certaines erreurs de ses prédécesseurs³⁾. Avant lui et dans la même revue, MM. de Mülinen et Corbaz avaient parlé de la famille de Rovéréa. Il est parfois en contradiction avec eux, et soutient sa manière de voir avec compétence. Malheureusement, son exposé n'est pas toujours assez clair pour permettre au lecteur de le suivre sans trop de peine dans un fourré fort épineux. A côté de la première partie de ces «Notes», consacrée aux Rovéréa et la plus importante, il en est une seconde sur St-Triphon et une troisième sur les Pontverre, seigneurs de cet endroit.

L'une de ces querelles si fréquentes au Moyen-Age entre des villes voisines nous est brièvement racontée par M. Charles Gilliard⁴⁾. C'est ici une incursion des Moudonnois dans la seigneurie de Dommartin, terre du chapitre de Notre-Dame de Lausanne. La date en est 1365 ou 1366, il aurait donc mieux valu ne pas intituler cet article: «Une razzia au XIII^e siècle.»

Le manoir d'Aïre, à Genève (appelé aussi la Revilliod), est une maison forte du XV^e ou du XVI^e siècle. Des confusions historiques lui firent donner les noms de «prieuré» ou de «château d'Aïre». Cette demeure qui appartient aux Duvillard, aux Revilliod, aux Prevost, puis à lord Stanley d'Alderley, vient d'être remise en état par M. Ch. Rivet. L'intérêt d'actualité qui lui est ainsi rendu ce suggéré à un correspondant de la *Patrie Suisse* un article assez fantaisiste.⁵⁾ L'auteur fait remonter au XIII^e siècle l'origine du manoir d'Aïre, il parle d'une plaque datée 1427 «qui nous apprend sa restauration». A vrai dire, si cette plaque existe, elle ne peut indiquer que la date de la construction du manoir. On démolit en 1882 une partie fort pittoresque de ce

¹⁾ Max. Reymond, *Les sires de Glâne et leurs possessions; Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, 1918, t. XII, 1^e livr., p. 158—185.

²⁾ P. de Zurich, *Les Fiefs de Tierstein*, p. 5. Nous n'avions pas à rendre compte ici de cet article qui concerne plutôt la Suisse allemande.

³⁾ M. Meylan-Faure, *Notes sur l'histoire du Chablais vaudois; Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 5^e livr., p. 129, 144; 10^e livr., p. 312—317, 11^e livr., p. 321—326.

⁴⁾ Ch. Gilliard, d'après les notes de † B. de Cérenville, *Une razzia au XIII^e siècle; Bulletin de l'Association du Vieux-Moudon*, 1918, No. 6, p. 153—156.

⁵⁾ F. L., *Le manoir d'Aïre, Patrie suisse*, 1918, No. 651, p. 207—209.

dernier ; non le «donjon central», comme le dit M. F. L., mais un promenoir à l'italienne. Les récentes réparations ont sauvé ce qui restait de la Revilliod. De plus, M. L. Blondel, chef du service du vieux Genève, a reconstitué son histoire plus exactement que ne l'avait fait avant lui J. Mayor.

M. le Dr. Schoppig traite un sujet très spécial, qui ne captivera forcément qu'un public restreint : il fait l'histoire de la pharmacie et des pharmaciens dans le Jura.¹⁾ Il énumère les remèdes usités et les prescriptions auxquelles les pharmaciens devraient se soumettre, il cite également les noms de ceux qui se sont établis à Delémont dans la seconde moitié du XVII^e siècle et le début du XVIII^e.

M. Fallet, qui prépare une *Histoire de la mesure du temps et de l'horlogerie en Suisse*, a détaché de cet ouvrage un chapitre se rapportant à Moudon.²⁾ Les archives lui ont fourni sur les sonneurs, les régleurs de pendules, les horlogers de cette ville divers renseignements anecdotiques ou biographiques.

A la fin d'un recueil manuscrit d'arrêtés et de règlements de police du Conseil de Savièse, M. Alexandre Jullien a trouvé un récit naïf : celui que le notaire Saviésan, François Dubuis, fait des événements auxquels il a été mêlé de 1798 à 1815.³⁾ Nous y entendons la répercussion dans une commune valaisanne des coups qui ébranlaient l'Europe, à ce moment là. M. Jullien a transcrit *in extenso* le mémoire du notaire Dubuis.

Après la révolution de 1798, les Conseils d'Orbe réclamèrent pour leur cité la qualité de chef-lieu d'arrondissement. De ce fait fut changée la situation de Romainmôtier qui, jusque-là, avait été la résidence du bailli, et qui devait tout naturellement devenir celle du nouveau préfet. M. Eug. Rochaz nous expose ce différend qui se termina à l'avantage de la ville d'Orbe.⁴⁾

Le collège de Delémont, fondé en 1812, sous la domination impériale passa en 1815 à l'administration bernoise. Son histoire est liée à celle de l'Etat. M. J. A. Junker qui en est aujourd'hui le directeur s'en fait aussi l'historien.⁵⁾

Avant le XIX^e siècle, la position cartographique et le nom de la Dent Blanche varient selon chaque géographe. M. W. A. B. Coolidge a consulté toutes les cartes de cette région, depuis celle de Lambien dressée en 1682 jusqu'à celle de Reymond qui est de 1820 ; chacune situe différemment la sommité que nous appelons aujourd'hui Dent Blanche.⁶⁾ On la désigne alors sous les dénominations de Wyss Zehen Horn ou de Weisshorn ; depuis 1840 elle devient l'Ebihorn, le Hohwänghorn, le Steinbockhorn, etc.

¹⁾ Dr. S. Schoppig, *Pharmacies et pharmaciens d'autrefois ; Actes de la Société jurassienne d'émulation*, année 1917 parue en 1918, 2^e série, 22^e vol., p. 143—150.

²⁾ Dr. M. Fallet, *La mesure du temps et l'horlogerie à Moudon au XVIII^e siècle*, *Bulletin de l'Association du Vieux-Moudon*, 1918, No. 6, p. 161—169.

³⁾ Alex. Jullien, *Cours exposé par analyse de quelques événements arrivés en Valais soit dans la commune de Savièse dès 1798 à 1815, dressé à la hâte par le Soussigné [François Dubuis, châtelain et notaire]* ; *Annales valaisannes*, 2^e année (1918), No. 1, p. 3—12.

⁴⁾ Eug. Rochaz, *Comment Orbe devint chef-lieu de district* ; *Revue historique vaudoise*, 26^e année, (1918), 12^e livr., p. 354—368.

⁵⁾ *Notice historique sur le collège de Delémont (1812—1912)* ; *Actes de la Société jurassienne d'émulation* ; année 1917 parue en 1918, 2^e série, 22^e vol., p. 31—65.

⁶⁾ W. A. B. Coolidge, *La Dent Blanche dans l'histoire* ; *Annales valaisannes*, 2^e année (1918), No. 1, p. 13—22.

Histoire ecclésiastique.

L'an passé, M. Max. Reymond avait entrepris, pour le couvent des Dominicains de Lausanne, la même œuvre de reconstitution historique, que M. Marius Besson pour Romainmôtier. Il continue cette année en exposant la chronique du couvent, aussi complète que possible, en suivant l'ordre de succession des prieurs, de 1234 à 1577.¹⁾ Les événements qu'il relate ainsi, d'après le cartulaire de Lausanne, l'Obituaire des Dominicains, et d'autres sources encore, sont souvent de médiocre importance et sans lien entre eux, comme les annales mêmes des moines dont se retrace sous nos yeux l'histoire à demi effacée.

M. le Prof. Choisy a donné déjà à l'*Indicateur d'Histoire suisse* le compte-rendu de la thèse de M. L.-C. Jones sur Simon Goulart.²⁾ Celui-ci, depuis lors, a augmenté son volume d'un appendice considérable contenant le texte de six lettres de Simon Goulart aux ministres de Metz et une bibliographie complète de ses œuvres (elle comporte soixante-quinze numéros). En outre, un index alphabétique des noms cités et une table de la bibliographie font du livre de M. Jones un ouvrage aisé à consulter.

M. Hippolyte Aubert a découvert une lettre inédite de Calvin à Farel.³⁾ Elle est toute personnelle et ne nous apprend rien de nouveau sur les deux réformateurs. Mais son intérêt, comme le fait remarquer M. Aubert, est de prendre place dans leur correspondance au moment où les lettres de l'un et de l'autre faisaient défaut. En effet, l'on n'en possédait aucune de la fin de juin à la fin de septembre 1544; celle-ci est du 15 juillet de cette année-là.

La contre-réformation eut pour effet de reconstituer à Fribourg, l'instruction secondaire, par la fondation du collège St Michel. M. Schorderet publie la troisième conférence qu'il fit à la Société de Belles-Lettres sur ce sujet.⁴⁾ D'après le *Diarium* et l'*Historia Colegii* il rapporte l'origine et le développement de cette ancienne institution des Jésuites. Il insiste surtout sur le caractère essentiellement latin de l'enseignement donné par les Pères à leurs élèves, dans un pays que le gouvernement s'efforçait de germaniser.

Le changement apporté à un moment donné dans le vêtement des Cordeliers de Fribourg fait l'objet d'une recherche du P. Bernard Fleury.⁵⁾ Un «décret du Vénérable Définitoire porté au Chapitre provincial réuni à Offenbourg, les 22, 23 et 24 septembre 1771» fit changer le froc gris porté jusqu'alors par les moines contre un froc noir. Cette transformation, due au pape Clément XIV, avait pour but d'unifier la tenue des Cordeliers, qui de tout temps avaient été vêtus de noir dans la province de Rome et presque toutes les autres provinces.

Tous ceux qui ont voué leur peine à élaborer l'histoire de Genève ont pu voir quelles lacunes y subsistent. Tandis que certaines époques sont connues dans leur

¹⁾ Max Reymond, *La chronique du couvent des Dominicains de Lausanne; Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1918, p. 23—42.

²⁾ L.-C. Jones, *Simon Goulart, 1543—1628*, Genève et Paris, 1917, 1 vol. in-8. 688 p.

³⁾ Hipp. Aubert, *Une lettre inédite de Calvin à Farel; Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 67^e année (1918), p. 112—115.

⁴⁾ Aug. Schorderet, *Propos fribourgeois 1918; Le Collège St Michel; Annales fribourgeoises*, 6^e année (1918, No. 2, p. 49—90.

⁵⁾ P. Bernard Fleury, cord., *Quand les religieux Cordeliers de Fribourg ont-ils remplacé l'habit gris par l'habit noir? Annales fribourgeoises*, 6^e année (1918), No. 4—5, p. 159—161.

détail, il en est d'autres sur lesquelles rien n'a été produit. Parmi les secondes, M. O. Karmin signale celle qui suivit la Restauration.¹⁾ Il ne s'en fait point toutefois l'historien; mais, préparant la besogne à ceux que cette question retiendra, il rassemble et met au jour des documents relatifs à l'histoire religieuse de Genève entre 1814 et 1823. Il les groupe systématiquement et les éclaire par des annotations. Il faut nous contenter de reproduire les titres de ses chapitres: «Un projet d'impôt facultatif en faveur du culte protestant et de l'enseignement (1814). — A propos de la question des catholiques genevois au Congrès de Vienne (1815). — Une tentative du Conseil d'Etat de Genève d'éloigner le curé Wuarin (1820). — L'affaire des sœurs de la Charité. (1819—1824). — D'Ivernois sur l'affaire César Malan.»

Institutions.

Au Moyen-Age, les avocats étaient nombreux à Lausanne où n'existaient pas moins de dix tribunaux locaux. En 1370, ils se constituèrent en confrérie; du règlement par eux adopté à ce moment-là, il reste une expédition libre contemporaine. M. Max Reymond la publie et la commente, la divise en articles clairs et brefs.²⁾ Par là, on peut se rendre compte de la valeur juridique de cet acte, réelle aujourd'hui encore.

Il faut remercier M. P. de Zurich du travail ardu qu'il accomplit en dressant un répertoire aussi complet que possible des fonctionnaires de la République de Fribourg au XV^e siècle.³⁾ Il en a réuni les noms, épars dans les *Etats des Fonctionnaires* (*Besatzungbücher*), les *Comptes des Trésoriers* et les *Manuels du Conseil*. Il a enfin, ajouté à ce tableau bien des renseignements instructifs sur les personnages qui y sont nommés.

Archéologie. — Histoire de l'Art.

Le sol genevois a livré déjà des spécimens curieux de l'art romain. M. W. Deonna décrit une statuette de plomb trouvée récemment à Corsier.⁴⁾ Elle représente un nègre dans l'attitude de la lutte et tenant un bouclier. Elle date du I^{er} au II^e siècle de notre ère. M. Deonna passe ensuite à une Minerve découverte en 1916, à Avenches, et dont M. W. Cart avait entretenu déjà les lecteurs de l'*Indicateur d'antiquités*. Il restait, malgré cela, encore beaucoup à dire sur cette petite œuvre dont la perfection indique une imitation directe de l'art grec du V^e siècle. Les connaissances approfondies de M. Deonna, tant en archéologie qu'en histoire des religions, lui ont permis de donner un commentaire important de cette figurine, et la rapprochant d'autres représentations de la même divinité. De même il apporte de nouvelles interprétations des symboles figurés sur le bas-relief bien connu d'Avenches: la louve allaitant Romulus et Remus. Tout y est, selon lui, symbolique, non seulement les animaux: louve, oie, chouette ou pivert, mais les arbres aussi, et la cabane de feuillage

¹⁾ Otto Karmin, *Documents sur l'histoire religieuse de Genève à l'époque de la Restauration*; extr. du *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XLIII, 1918; Genève, 1918, 108 p. in-8.

²⁾ M. Reymond, *La confrérie des avocats de Lausanne en 1370*; *Indicateur d'histoire suisse*, N. S., t. 16, 1918, p. 103—109.

³⁾ P. de Zurich, *Catalogue des avoyers, bourgmaîtres, bannerets, trésoriers et chanceliers de Fribourg au XV^e siècle*; *Annales fribourgeoises*, 6^e année (1918), No. 3, p. 97—107.

⁴⁾ W. Deonna, *Notes d'archéologie suisse*; *Indicateur d'antiquités suisses*, N. S., t. XX. No. 1, p. 1—10 et No. 2, p. 99—112. — 8^e livr., p. 252—255.

comme le nid du pivert. Souvent l'auteur est obligé de s'en tenir à des hypothèses qui, probablement, ne recevront jamais leur confirmation. Au profane, cette recherche du symbole à tout prix peut paraître un peu forcée parfois, mais il ne saurait refuser son attention à une étude pénétrante et intelligente d'un monument antique.

Les amateurs de curiosités archéologiques trouveront plaisir à connaître une jolie inscription chronogrammatique que cite M. J. Landry.¹⁾ Regrettons seulement que celui-ci nous en donne — d'après M. le Prof. Frank Olivier — une étrange traduction. Voici le texte :

«Secla bis octo novem Titan exegerat annos
Spirantes Libræ junxit Eous equos...»

«Le Titan de l'Aurore, dit-il, avait achevé deux fois huit siècles neuf ans (1609) lorsqu'il joignit à la Balance ses chevaux haletants.» Ce «Titan de l'Aurore» nous est inconnu, et nous aurions préféré dire : «Le Titan avait achevé deux fois huit siècles neuf ans lorsqu'il lia à la Balance les chevaux de l'Aurore tout haletants.»

Presque toutes nos petites villes suisses possèdent leurs édifices anciens et intéressants. Les remarquer, les désigner au public, c'est en quelque mesure assurer leur sécurité. Ainsi fait M. Bertolini en consacrant quelques pages à l'histoire de deux belles statues de Moudon : la fontaine de Moïse et la statue de la Justice.²⁾ Elles sont toutes deux du XVI^e siècle, on les doit au même artiste vaudois, Laurent Berrod, «fayseur de fontaynes».

Le Musée historique de Neuchâtel vient de faire l'acquisition d'une burette d'argent dont nous entretient M. Matthey.³⁾ Cette burette fut offerte à la chapelle du Rosaire de Cressier par Jacques d'Estavayer Mollondin, gouverneur de Neuchâtel de 1646 à 1664, et elle porte gravées les armes du donateur. C'est là un bon exemplaire de l'œuvre du célèbre orfèvre neuchâtelois Nicolas Wittnauer; M. Matthey dresse à cette occasion une liste des objets que l'on sait avoir été fabriqués par lui.

Des trésors d'orfèvrerie sont renfermés dans les églises et les monastères fribourgeois. On y peut suivre dans les formes et l'ornementation des objets du culte toute une évolution poursuivie à travers plusieurs siècles. C'est l'époque du XVII^e et du XVIII^e siècle qui a particulièrement retenu M. le Dr. Hilber, comme étant la plus florissante de cet art au pays de Fribourg.⁴⁾ Il prend successivement, pour en examiner les transformations, les calices, les ostensoirs, les plateaux, les reliquaires, etc. Il y distingue l'influence prépondérante des pays germaniques : Allemagne, Autriche et Suisse allemande; il attribue à ce fait le retard subit à Fribourg par les modes artistiques venues de France. Cela peut être exact, mais disons bien que cet anachronisme est général en Suisse, et dans tous les domaines : peinture, meuble, architecture. La Suisse, provinciale, n'imitait que de loin le style en vogue à Paris et le conservait

¹⁾ J. Landry, *Une inscription chronogrammatique; Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 8^e livr., p. 252—255.

²⁾ L. Bertolini, *La fontaine de Moïse et la statue de la Justice; Bulletin de l'Association du Vieux-Moudon*, 1918, No. 6, p. 157—160.

³⁾ Ch.-Hri. Matthey, *Une burette de la chapelle du Rosaire de Cressier; Musée neuchâtelois*, N. S., 5^e année (1918), No. 4, p. 131—132.

⁴⁾ Dr. P. Hilber, *Deux siècles d'orfèvrerie religieuse à Fribourg (XVII^e et XVIII^e siècles); Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, 1918, t. XII, 1^e livr., p. 189—210.

plus longtemps; c'est ainsi qu'à l'heure actuelle encore, on verra faire dans le Valais, par exemple, des tables Louis XIII sans qu'il y ait là, de la part de l'artisan, le moindre désir de contrefaçon.

Les automates de Jaquet-Droz ont déjà beaucoup fait parler d'eux; cependant la découverte récente d'une série de figures exécutées par le «dessinateur» les remet à l'ordre du jour. Il s'agit d'une dizaine de dessins qui, par des héritages successifs, avaient échu à la famille Wartmann, de Genève. M. F. L. Perrot en a contrôlé avec soin l'authenticité.¹⁾ Plusieurs d'entre eux ne peuvent plus être reproduits aujourd'hui par l'automate, les cames qui étaient pour cela nécessaires ayant été perdues. Dans le même pli que ces dessins, se trouvaient deux inscriptions en caractères chinois. Celles-ci semblent manuscrites; ce sont probablement des maquettes proposées à Jaquet-Droz par le gouvernement anglais. En effet, en 1792, Georges III envoyait à l'empereur de Chine une ambassade porteuse de félicitations; il avait commandé à cette occasion un automate à Henry Louis Jaquet-Droz pour en faire présent au Fils du Ciel.

Numismatique. — Héraldique.

Il existe une médaille que les catalogues de numismatique classent généralement sous le nom de «Médaille de la première assemblée du Grand Conseil du Canton de Vaud.» M. Julien Gruaz en fait l'historique.²⁾ Elle fut frappée en 1810, avant tout pour commémorer l'Acte de médiation qui fit du Pays de Vaud un canton autonome. C'est au revers seulement qu'est rappelé le souvenir de la première assemblée du Grand Conseil. On devrait donc l'appeler pour être exact: Médaille de l'Acte de Médiation. Elle fut commandée au graveur français Bertrand Andrieu; on possède encore deux autres projets dessinés par des graveurs du pays, mais qui ne furent point exécutés.

Pour M. Viatte, l'animal fabuleux qui figure sur l'écu ajoulot n'est pas une guivre mais un basilic.³⁾ La guivre, elle, appartiendrait à la famille de Bremoncourt et non à celle de Porrentruy; quant aux armes de cette dernière, elles resteraient inconnues. Il y a donc eu confusion entre la guivre et le basilic. Ce sont pourtant deux animaux héraldiques bien distincts; rappelons que le basilic est un coq à queue de serpent et la guivre un serpent posé en pal, et engloutissant un enfant dont le buste dépasse encore hors de sa gueule. Cet animal n'est pas non plus celui qui forme le cimier des Bremoncourt. Ceux-ci portent plutôt une espèce de dragon, une guivre ailée, si l'on veut, et privée de son attribut habituel: l'enfant dont nous parlions tout à l'heure. Si donc nous sommes tout à fait d'accord avec M. Viatte quand il voit dans les armes de l'Ajoie un basilic, nous faisons encore nos réserves sur la guivre des Bremoncourt. Disons pourtant qu'en Suisse, dans plusieurs lieux, le Valais particulièrement, la vouivre, (vouivre, guivre, et vipère sont trois mots équivalents au point de vue linguistique), la vouivre est crainte comme une sorte de dragon. La même tradition existerait-elle en Ajoie? elle expliquerait que l'on blasonnât comme *guivre le dragon* des Bremoncourt.

¹⁾ F. L. Perrot, *Découverte de dessins inédite des automates d'Henry-Louis Jaquet Droz*; extr. du *Journal suisse d'horlogerie*, avril 1918, 8 p. 4^o et une planche hors-texte.

²⁾ J. Gruaz, *Médaille de l'Acte de Médiation*; *Revue historique vaudoise*. 26^{me} année (1918), 9^e livr., p. 257—274.

³⁾ G. Viatte, *A propos des armories de l'Ajoie*; *Archives héraldiques suisses*, 1918, No. 1, p. 10—17.

M. F.-Th. Dubois a réuni les divers modèles des armes de la République et Canton de Fribourg, reproduits sur les imprimés officiels dès 1545 jusqu'au milieu du XIX^e siècle.¹⁾ Jusqu'au XVIII^e siècle, la combinaison la plus fréquente est celle de deux écus de Fribourg surmontés de l'écu et de la couronne impériale; le tout ayant pour supports deux lions tenant le monde et l'épée. Mais ensuite, toutes sortes de variantes s'introduisent, soit dans les armes elles mêmes, soit surtout dans les accessoires.

Les héraldistes connaissent déjà — bien que la publication n'en soit pas entièrement achevée — le travail considérable de M. Henry Deonna²⁾ sur les lettres de noblesse de familles genevoises. Nous trouvons les noms suivants parmi ceux auxquels s'est arrêté l'auteur, dans les parties les plus récemment imprimées de cette étude: Vasserot, Thellusson, Pictet, Chappuzeau, Gallatin, Diodati, Lullin, Sellon D'Ivernois, etc.

Le général Berthier avait été créé par Napoléon I^{er}, prince de Neuchâtel et duc de Valangin. Dans son ouvrage: *Les armoiries et les couleurs de Neuchâtel*, M. Tripet avait parlé des armoiries que Berthier avait adoptées en cette qualité. Il avait laissé échapper à ce propos quelques erreurs que corrige aujourd'hui M. B. de Meurin³⁾.

Un document précieux et généralement ignoré est conservé à la Bibliothèque cantonale de Lausanne. M. André Kohler l'indique à ceux qui pourraient y trouver des ressources pour leurs enquêtes héraldiques⁴⁾. C'est un armorial manuscrit du Pays de Vaud qu'avait commencé le baron Frédéric de Gingins; il ne put malheureusement l'achever.

La famille d'Albert Louis de Gingins, en souvenir de lui, offrit en 1911 un vitrail à l'église de Gingins. M. F.-Th. Dubois décrit ce vitrail⁵⁾; il explique les armes des donateurs qui y sont figurées avec leurs écartelures, d'après une étude généalogique inédite, composée vers 1750 par M. G. de Moiry.

M. F.-Th. Dubois complète son travail sur «les armoiries du diocèse et des évêques de Lausanne de 1500 à nos jours», par une notice sur les armes de l'évêque actuel. Mgr. Colliard⁶⁾. Il reproduit son ex-libris, son grand et son petit sceau.

Biographie. Généalogie.

On ne connaît peut-être pas assez le nom de Pierre-Louis Guinand, l'opticien, qui fut en somme un des citoyens les plus remarquables du pays de Neuchâtel. De monteur de boîtes, il devint par ses seules recherches tout d'abord verrier. Puis il arriva à une telle perfection, qu'il se trouva un jour seul en Europe à réussir des lentilles

¹⁾ F.-Th. Dubois, *Les armoiries de l'Etat sur les anciens imprimés officiels de Fribourg*; *Archives de la Société d'histoire du Canton de Fribourg*, 1918, t. XII, 1^e livr., p. 212—233.

²⁾ Henry Deonna, *Lettres de noblesse et d'armoiries de familles genevoises* (suite); *Archives héraldiques suisses*, 1918, No. 1, p. 22—28; No. 2, p. 77—85; No. 3, p. 137—142.

³⁾ J.-B. de Meurin, *Les armoiries de Berthier, prince de Neuchâtel*; *Archives héraldiques suisses*, 1918, No. 3, p. 126—129.

⁴⁾ A. Kohler, *Armorial de Gingins*; *Archives héraldiques suisses*, 1918, No. 2, p. 90—91.

⁵⁾ F.-Th. Dubois, *Un vitrail commémoratif de la famille de Gingins*; *Archives héraldiques suisses*, 1918, No. 1, p. 36—39.

⁶⁾ F.-Th. Dubois, *Les armoiries de Mgr. Colliard, évêque de Lausanne et Genève*; *Archives héraldiques suisses*, 1918, No. 2, p. 100—102.

de flint-glass pour télescopes achromatiques d'une certaine grandeur. M. Marius Fallet nous retrace cette carrière d'après des extraits de la correspondance de Guinand¹⁾.

On publie beaucoup de mémoires, de lettres et de journaux. Tous ne sont pas également intéressants. Celui que transcrit M. Armand Du Pasquier est l'un des plus jolis que nous ayons eu l'occasion de lire ces derniers mois²⁾. Il n'a pas, à vrai dire de valeur historique; l'auteur, Alph.-H. Du Pasquier, qui voyage aux États-Unis, écrit avec esprit ses impressions sur l'Amérique et les Américains du début du XIX^e siècle.

On a confondu parfois Jean-Théodore Rivier et son frère, Philippe Rivier-Faesch. Le 1^{er} mérite un souvenir spécial par les services qu'il rendit au gouvernement vaudois en 1816, «l'année de la misère». Ses relations commerciales lui permirent de négocier d'importants achats de blés; le grand Conseil l'en remercia en lui décernant la médaille d'or d'utilité publique. M. Arnold Bonard écrit sa biographie en y joignant toutes sortes de détails sur la famille vaudoise des Rivier³⁾; il se guide pour cela sur un livre hors commerce: *La famille Rivier*, par Théod. Rivier-Rose.

La famille Langin est l'une des plus anciennement établie au pays vaudois; elle est issue probablement du village savoyard de Langin, tout proche de la frontière genevoise. M. F. Isabel en reconstitue la généalogie⁴⁾. Elle se divise en trois branches: l'une demeure à Langin, l'autre forme souche dans le Valais, la troisième dans le canton de Vaud, où elle se partage à son tour. C'est d'elle que descend la mère du major Davel.

La famille d'Ependes à Fribourg a-t-elle une commune origine avec la race bernoise des von Spins? M. F.-W. de Mülinen, qui ne fait qu'effleurer le problème incline pour l'affirmative. M. A. d'Ammann approfondit ses recherches et arrive à la même conclusion sans pouvoir toutefois établir une certitude absolue⁵⁾. Une branche de la famille d'Ependes se serait transplantée entre 1250 et 1283 dans la contrée d'Aarberg où elle aurait germanisé son nom en celui de von Spins.

Malgré l'absence de documents, M. Corpataux est parvenu à établir une filiation à peu près certaine de la famille des Duding, du milieu environ du XVII^e siècle, jusqu'à la fin du XVIII^e⁶⁾. Les Duding, en l'espace de trois générations fournirent à l'ordre de Malte plus de six commandeurs dont deux furent évêques de Lausanne. M. Corpataux fait la biographie des membres les plus importants de cette famille originaire de Riaz près Bulle.

Parmi tous les renseignements parvenus à M. Ritter sur la famille Curchod, il choisit ceux qui concernent les ancêtres directs de Mme de Staël⁷⁾. L'ascendance

¹⁾ M. Fallet, *Pierre Louis Guinand, l'opticien et son fils. Aimé Guinand*; *Musée neuchâtelois*, NS. 5^e année, (1918, No. 4, p. 133—142.

²⁾ Armand Du Pasquier, *Un Neuchâtelois aux États-Unis en 1817*; *Musée Neuchâtelois*, N. S., 5^e année (1918), No. 3, p. 90—97 et No. 4, p. 121—130.

³⁾ Arnold Bonard, *Jean-Théodore Rivier et l'année de la misère*, *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 4^e livr., p. 111—122.

⁴⁾ F. Isabel, *La famille Langin*; *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 10^e livr., p. 317—326.

⁵⁾ A. d'Ammann, *Les familles des nobles d'Ependes (Fribourg) et von Spins (Berne)*; *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, 1918, t. XII, 1^e livr., p. 135—155.

⁶⁾ G. Corpataux, *Les Duding, Chevaliers de Malte*; *Annales fribourgeoises*, 6^e année (1918), No. 2, p. 90—96 et No. 3, p. 114—131.

⁷⁾ Eug. Ritter, *Notices généalogiques: la famille Curchod*; *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 3^e livr., p. 88—92.

remonte jusqu'à Pierre Curchodi, vivant dans la seconde moitié du XIV^e siècle. Delà, la filiation s'établit presque régulièrement jusqu'à Suzanne Curchod, épouse de Jacques Necker.

Les registres de l'état-civil de la paroisse de Prilly contiennent de nombreux actes relatifs aux habitants de Lausanne, nous dit M. P. Burnand¹⁾. La connaissance de ce fait peut être importante pour les généalogistes qui s'étonneraient de ne point trouver dans les registres lausannois ce qu'ils y venaient chercher. Une explication de cette anomalie a été proposée par M. le Prof. Vuilleumier à M. Burnand qui la reproduit.

Genève.

Hélène Naef-Revilliod.

¹⁾ P. Burnand, *Les registres de l'état-civil de la paroisse de Prilly*; *Revue historique vaudoise*, 26^e année (1918), 4^e livr., p. 122—124.